



# Conseil de sécurité

Soixante-quatrième année

*Provisoire*

**6087<sup>e</sup>** séance

Jeudi 26 février 2009, à 10 h 10

New York

---

<i>Président :</i>	M. Takasu . . . . .	(Japon)
<i>Membres :</i>		
	Autriche . . . . .	M. Mayr-Harting
	Burkina Faso . . . . .	M. Kafando
	Chine . . . . .	M. Liu Zhenmin
	Costa Rica . . . . .	M. Urbina
	Croatie . . . . .	M. Jurica
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Rice
	Fédération de Russie . . . . .	M. Churkin
	France . . . . .	M. Ripert
	Jamahiriya arabe libyenne . . . . .	M. Dabbashi
	Mexique . . . . .	M. Heller
	Ouganda . . . . .	M. Rugunda
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . .	Sir John Sawers
	Turquie . . . . .	M. İlkin
	Viet Nam . . . . .	M. Le Luong Minh

## Ordre du jour

La situation concernant l'Iraq

Rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 6  
de la résolution 1830 (2008) (S/2009/102)

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.

09-24992 (F)



*La séance est ouverte à 10 h 10.*

## **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

## **La situation concernant l'Iraq**

### **Rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 6 de la résolution 1830 (2008) (S/2009/102)**

**Le Président** (*parle en anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant de l'Iraq une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Conformément à la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat sur la question, sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

*Sur l'invitation du Président, M. Al Bayati (Iraq) prend place à la table du Conseil.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, M. Staffan De Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI).

Il en est ainsi décidé.

J'invite M. De Mistura à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2009/102, qui contient le rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 6 de la résolution 1830 (2008).

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de M. Staffan De Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

Je lui souhaite une chaleureuse bienvenue et lui donne la parole.

**M. De Mistura** (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Conseil pour l'occasion qui m'est donnée de lui faire un exposé à un moment crucial pour l'Iraq, qui renforce ses moyens en vue de prendre en main son destin. Au cours des derniers mois, les yeux de la communauté internationale ont été braqués sur un pays affairé par la préparation des élections, les Iraquiens se préparant à voter à l'occasion des premières élections organisées dans les gouvernorats en quatre ans. Il ne fait aucun doute que ces élections ont constitué l'événement politique le plus important au cours de la période considérée.

À la fin de l'année 2008, on a constaté une accélération des activités électorales et un état de préparation plus important de la Haute Commission électorale indépendante iraquienne, tous les aspects des activités de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MINUA) ayant été exclusivement consacrés, au cours de la période, au processus électoral.

Deux mois après le début de l'année 2009, l'Iraq a montré qu'il pouvait exercer sa souveraineté et qu'il était à la hauteur des attentes. Il en a en effet passé avec succès la première épreuve à laquelle il était confronté, en menant à bien les premières élections totalement organisées par les Iraquiens eux-mêmes. Le 31 janvier, comme prévu, des élections provinciales ont eu lieu dans les 14 gouvernorats, avec 42 000 bureaux de vote, et sans qu'aucun acte de violence n'ait été signalé – ce qui est frappant. Il s'agit d'un événement absolument remarquable dans un pays qui a connu tant de conflits ces dernières années. Ceci est dû à l'efficacité de plus en plus grande des Forces de sécurité irakiennes et témoigne de la stabilité accrue dans le pays.

Avec la Haute Commission électorale indépendante à la tête de ces efforts, les Iraquiens ont prouvé qu'ils étaient en mesure d'organiser leurs propres élections, ce qui aura été une entreprise titanesque du point de vue logistique et opérationnel. Il suffit de regarder les chiffres : 7,5 millions d'Iraquiens ont voté et 14 000 candidats, représentant 400 entités politiques, se sont présentés pour 440 sièges. Je suis heureux de pouvoir dire que, parmi les 14 000 candidats, il y avait 3 900 femmes.

Ces premières élections, qui peuvent avoir une incidence directe sur les conditions de vie des Iraquiens au quotidien, peuvent, en fait, vraiment changer les choses, dans la mesure où les nouveaux représentants locaux doivent directement rendre compte de leurs actions à leurs électeurs : il s'agissait d'une liste ouverte. En outre, au cours de ces élections, on a essayé de remédier au déséquilibre sectaire que connaissaient certains conseils locaux. Cette fois-ci, il n'y a eu aucun boycottage de la part d'une composante importante de la population iraquienne.

La Haute Commission électorale indépendante doit être félicitée pour l'extrême professionnalisme dont elle a fait montre, tant pour ce qui est de l'efficacité de la préparation des élections que pour ce qui est de leur déroulement sans heurt. Ce succès est dû dans une large mesure à la structure rigoureuse et professionnelle en place sur le terrain. Résistant aux pressions politiques, la Commission a strictement respecté les procédures, du jour du scrutin jusqu'à l'annonce des résultats définitifs, trois semaines plus tard.

Avec l'assistance constante et intensive de la MANUI, la Commission électorale iraquienne a surmonté tous les obstacles qui se trouvaient sur son chemin; elle a respecté le calendrier des opérations; elle a pu mener à bien le débat parlementaire particulièrement complexe et controversé qui s'était tenu il y a quelque temps au sujet d'éléments essentiels de la législation électorale; elle a révisé la formule complexe d'attribution des sièges et la représentation des minorités et des femmes; et elle a réglé les plaintes dont elle avait été officiellement saisie, qui étaient au nombre de 2 000 avant le jour du scrutin.

Après la publication des résultats provisoires le 5 février, les résultats définitifs ont été annoncés le 19 février, sur la base de tous les suffrages valablement exprimés, y compris des suffrages des personnes ayant des besoins spécifiques et des personnes déplacées à l'intérieur du pays, et, le cas échéant, les modifications nécessaires ont été apportées en cas de plainte. Nous attendons la confirmation finale des résultats, après la brève période pendant laquelle des appels sont recevables, avant la deuxième semaine du mois de mars. Mais nous savons plus ou moins où nous en sommes. Cette période sera suivie d'un autre défi, à savoir la formation des conseils des gouvernorats, puis la nomination des gouverneurs.

Il incombe, certes, aux Iraquiens d'interpréter eux-mêmes les résultats de ces élections, mais il est encourageant de voir que ces élections se sont bien déroulées, notamment dans la mesure où, je tiens à le rappeler, environ 110 femmes parmi les 440 femmes qui s'étaient portées candidates ont été élues en tant que nouveaux membres d'un conseil de gouvernorat.

Les élections ont été reconnues comme crédibles et transparentes, aussi bien par le nombre impressionnant d'observateurs internes, 490 000 observateurs locaux et nationaux – presque autant que les effectifs de l'armée iraquienne –, que par les 413 observateurs internationaux venant de 25 entités, coordonnés par un conseiller financé par l'Union européenne. Ces élections devraient accroître la confiance des Iraquiens dans leurs propres institutions locales. Je voudrais dire *mabrouk* (« félicitations ») à l'Ambassadeur de l'Iraq, comme nous l'avons dit au Premier Ministre l'autre jour. Cela aurait posé un défi à n'importe quel pays.

Mais beaucoup dépend maintenant des dirigeants élus. Ils doivent travailler au sein du système électoral qu'ils ont eux-mêmes choisi. Ils doivent démontrer qu'ils sont capables de promouvoir un dialogue politique inclusif, de forger des compromis et d'œuvrer au sein de coalitions. À cet égard, les déclarations faites par un certain nombre de dirigeants politiques irakiens indiquant qu'ils étaient prêts à participer au processus et à permettre à d'autres d'y participer également sont en effet très encourageantes.

Les élections ont été sans aucun doute l'événement majeur de notre mandat pendant cette période et ont fait l'objet de tous nos efforts ces derniers mois. Nous prévoyons la poursuite des activités électorales en 2009 avec différentes élections possibles dans les mois à venir. Elles peuvent comprendre des élections à l'Assemblée nationale kurde prévues pour cet été – auxquelles notre participation a été demandée – et peut-être des élections au niveau du sous-district, qui se termineront par des élections au parlement national vers la fin de cette année.

La MANUI continuera de fournir un niveau élevé d'assistance technique à la Haute Commission électorale indépendante, conformément au mandat que lui a confié le Conseil et à la demande faite par le Gouvernement et les partis politiques irakiens. Comme on le lui a demandé, elle appuiera aussi le Gouvernement qui s'est engagé à conduire un

recensement auquel il aurait dû être procédé de longue date. Mais l'assistance de la MANUI, avec l'autorisation du Conseil, ne s'arrêtera pas là. Elle s'adaptera aux besoins de l'Iraq pour la prochaine étape de sa transition.

Un de ces besoins est évidemment la réconciliation nationale. L'Iraq doit saisir cette occasion, dépasser les intérêts sectaires et rester ouvert à des solutions de compromis et au consensus. Un pays ne saurait véritablement accéder à la souveraineté ou parvenir à une paix durable s'il n'instaure pas la confiance dans ses propres institutions avec le respect de l'état de droit et une constitution unificatrice, et s'il ne satisfait pas aux besoins essentiels de sa population. Cela exige des efforts considérables, et c'est dans cette prochaine étape que la MANUI s'engage à pleinement appuyer le Gouvernement iraquien dans l'exercice de sa propre souveraineté et dans sa prise de responsabilité.

Comme nous le savons tous, les tensions latentes qui persistent entre les parties arabe et kurde en Iraq sont particulièrement préoccupantes, et elles ont eu un impact sur presque tous les aspects de la vie politique iraquienne. Elles ont été la cause de l'absence de réel progrès sur la loi essentielle relative au pétrole, sur la répartition des revenus ou la réforme de la Constitution, aussi bien que des risques latents de tensions telles que les récents affrontements à Khanaqin entre les forces armées du Gouvernement central et celles de la région kurde.

En tant qu'honnête médiateur, nous travaillons à promouvoir un esprit de dialogue. Les activités de la MANUI seront nettement réorientées après cette période électorale et mettront l'accent sur notre initiative tendant à régler les différends concernant les frontières intérieures et sur notre action à Kirkouk, grâce à la commission mise en place en application de l'article 23 de la loi relative aux élections provinciales. La commission a été chargée par le Conseil des représentants de trouver une formule de partage du pouvoir avant la tenue d'élections provinciales à Kirkouk, d'examiner des litiges fonciers et les questions démographiques.

Le travail dans ces domaines, qui est à juste titre une priorité, est considéré comme un moyen d'atténuer ce type de tensions, à Kirkouk et ailleurs, et de trouver de nouvelles solutions pour certaines de ces questions fort urgentes. Lors de ma récente visite à Kirkouk, en décembre, pour discuter sur le terrain avec la

communauté dans son ensemble, j'ai sincèrement décelé une dynamique positive parmi les habitants de Kirkouk, qui étaient prêts à examiner des options élaborées au niveau local s'agissant de l'avenir de Kirkouk sur le plan administratif. J'ai véritablement trouvé encourageante la détermination commune qui se dessinait et ai quitté la région encouragé par le fait que les habitants de Kirkouk comprennent de plus en plus que c'est *kefaya*, « assez ». Il faut maintenant atteindre des compromis qui soient acceptables aux autres communautés vivant dans cette région.

Un des objectifs de ma visite était de discuter du travail de la commission mise en place en application de l'article 23, commission importante créée en application de la loi électorale et organe très approprié pour introduire des propositions constructives afin de trouver une formule pour l'avenir de la région. La commission a été critiquée pour avoir commencé son travail lentement et nous lui avons donc transmis les attentes et les volontés de la communauté locale qui souhaite qu'elle se réveille, qu'elle progresse sur ce point et qu'elle devienne plus active. Nous avons depuis contribué à écarter certains obstacles à son travail. Le 2 février, mon adjoint politique a facilité la première visite de la commission à Kirkouk, où elle a fini par se rendre pour commencer à travailler, et l'a accompagnée. Nous avons fourni un appui logistique et un appui pour leur transport, leur sécurité et l'organisation de leur visite.

Nous avons également offert un appui sous la forme d'un secrétariat et, en fait, la MANUI a servi activement de secrétariat de facto à la commission. Celle-ci a commencé à se réunir, aussi bien à Bagdad qu'à Kirkouk. Nous avons également offert l'appui de la MANUI dans divers domaines d'assistance technique, et deux consultants sont sur le point d'y être envoyés. Une médiation sera éventuellement disponible en cas de désaccord.

La MANUI a en même temps travaillé sur un examen complet des zones dites contestées dans les gouvernorats de Kirkouk, Salahaddine, Diyala et Ninive, conformément au mandat que lui a confié le Conseil de sécurité et en vertu de l'autorisation que les dirigeants irakiens lui avaient donnée l'année dernière. Les membres se rappelleront que les premiers rapports ont été publiés en juin dernier. Nous avons différé la présentation des 11 rapports restants car nous ne souhaitons prendre aucune initiative pendant les semaines précédant les élections provinciales. Cette décision a été prise en consultation avec le Premier

Ministre. Nous poursuivons nos consultations avec le Gouvernement iraquien et toutes les parties concernées afin de déterminer avec soin le moment adéquat et le processus de finalisation de l'ensemble des rapports analytiques portant sur ces zones contestées à l'intérieur du pays.

Nous espérons et pensons que ces rapports, pris dans leur ensemble, seront probablement l'analyse la plus approfondie et la plus détaillée présentée jusqu'à présent sur ces zones. Ils examineront différents facteurs propres à ces zones, notamment des indices socioéconomiques, les résultats des élections de 2005 et 2009, les injustices des régimes précédents, leur histoire administrative, la situation après 2003 sur le terrain, dont la démographie et les conditions de sécurité. Tout cela constitue une série d'indicateurs qui seront pris en compte dans ces études et cette analyse. Néanmoins, la responsabilité de prendre toute décision continuera d'incomber en dernier ressort et avant tout au Gouvernement iraquien, aux partis représentés dans les zones concernées et aux dirigeants régionaux kurdes.

En même temps, les dirigeants irakiens devraient être encouragés à progresser sur d'autres questions fondamentales pour lesquelles nous savons qu'ils sont prêts à assurer un suivi. Ces questions se trouvent au cœur des tensions entre les différentes communautés. On peut compter parmi ces questions le fédéralisme, la répartition des revenus, le partage des ressources considérables de l'Iraq, questions qui sont toutes posées dans le cadre de la réforme constitutionnelle. La MANUI est disposée et prête à appuyer le Gouvernement dans le suivi de ces questions.

La MANUI restera toujours attachée à appuyer la création d'organes indépendants, l'évolution la plus importante dans ce domaine étant la loi qui a été adoptée portant création de la Haute Commission indépendante des droits de l'homme en Iraq.

En ce qui concerne le partenariat international, l'ONU continuera d'assister le pays pour ce qui est de sa place au sein de la communauté internationale grâce au Pacte international pour l'Iraq, aux mandats du Conseil de sécurité et à ses relations avec ses voisins.

Sur le plan régional, on a vu au cours des derniers mois le Koweït, Bahreïn, l'Oman, les Émirats arabes unis, la Jordanie, la Ligue des États arabes et la Syrie ouvrir des ambassades. C'est là le signe d'un

engagement plus fort avec la région et au sein de la région, ce qui inspire de solides espoirs.

La MANUI continuera son engagement dans ce domaine, conformément à son mandat, notamment grâce à des initiatives bilatérales propres à inspirer la confiance et à une assistance technique pour un mécanisme d'appui à la coopération régionale, qui a son siège au Ministère iraquien des affaires étrangères. Nous sommes souvent en contact avec les acteurs régionaux et sommes déterminés à appuyer les efforts de l'Iraq pour améliorer ses relations avec ses voisins immédiats. L'importante relation avec le Koweït en est un exemple majeur. Nous espérons intervenir de plus en plus activement pour les aider dans différents domaines, par exemple l'entretien de l'abornement de la frontière, la question des archives disparues et des Koweïtiens disparus, ainsi que la question des réparations.

Tout récemment, nous avons insisté sur l'élaboration d'un projet de formation visant à renforcer les capacités du Ministère iraquien des droits de l'homme en matière d'exhumations afin de traiter une question en suspens, et nous sommes en train de faciliter le transfert de l'Iraq au Koweït d'un certain nombre de cassettes vidéo identifiées, auquel mon ami et très dynamique collègue, l'Ambassadeur Tarasov, assistera ces prochains jours.

S'agissant de l'Iran, nous nous félicitons de la mise en place annoncée d'un comité mixte où participeront l'Iraq, l'Iran et l'ONU afin d'œuvrer avec l'Organisation au déminage et à la lutte contre le trafic des stupéfiants le long de la frontière iranienne. Ce comité illustre dans la pratique la manière dont nous pouvons faciliter une coopération concrète à la frontière. Nous espérons qu'il sera bientôt opérationnel et qu'il finira par nouer des liens avec la Commission Abadan. Nous nous félicitons des progrès très constructifs qui sont actuellement réalisés dans les relations de l'Iraq avec la Turquie, la Jordanie et, récemment, la Syrie.

L'Iraq poursuit ses progrès vers le relèvement économique et social. Il convient de le féliciter – encore une fois, *mabrouk!* – pour les réformes qui ont mené à l'annulation récente de la dette du Club de Paris. Cela montre que l'atteinte des jalons marqués dans le Pacte peut produire des résultats immédiats et positifs. Il est désormais de la plus haute importance de traduire ces progrès en améliorations concrètes dans la vie de chaque Iraquien.

Étant donné que l'Iraq assume toutes les responsabilités incombant à un État souverain, ses citoyens, comme ceux de tous les pays du monde, attendront de leurs dirigeants qu'ils construisent de meilleures écoles, qu'ils créent des emplois, fournissent de l'électricité et des services de santé. Les élections ont montré que c'est sur cette plate-forme électorale que les dirigeants ont été élus à une très forte majorité. La population iraquienne considérera de plus en plus les améliorations dans ces domaines comme les principaux indicateurs d'un relèvement du pays et d'un rétablissement de la confiance.

Les services sociaux et l'économie de marché doivent se relever d'un quart de siècle de difficultés et de conflit. Par exemple, près d'un tiers des jeunes Iraquiens sont toujours au chômage. De nombreux enfants irakiens continuent d'aller à l'école dans des locaux inadaptés et l'eau salubre ne parvient qu'à 40 % des foyers irakiens. C'est un défi. Nous savons que le Gouvernement irakien est déterminé à relever ce défi, et nous devons l'y aider.

En outre, du fait de la chute du cours du pétrole, il sera encore plus important de classer dans un ordre de priorité correct les stratégies de développement. Le budget irakien pour 2009, dont est actuellement saisi le Conseil des représentants, est inférieur de 21 % à ce qui était initialement prévu. Les ressources budgétaires allouées aux équipements ont été réduites de 38 %. De toute évidence, le monde entier fait face à ce type de difficultés, mais l'Iraq y fait face dans le contexte d'une période de transition particulièrement délicate. Cela impose d'orienter les investissements là où les besoins sont les plus grands et là où ils peuvent avoir le plus grand impact sur le redressement et sur la vie de tous en Iraq.

On peut relever ces défis grâce à un secteur public plus efficace et plus transparent et à un secteur privé plus robuste. L'ONU travaillera avec le Gouvernement pour améliorer les performances dans ces domaines, en fonction des besoins.

Dans le domaine de l'aide humanitaire, où les besoins sont les plus grands, l'ONU poursuivra son assistance par le biais de son Appel global pour l'Iraq et la sous-région. Toutefois, cet Appel reconnaît que les améliorations apportées aux conditions humanitaires en Iraq ont été substantielles. De fait, c'est la raison pour laquelle nous avons réduit notre aide humanitaire : en effet, l'Iraq a fait face à de nombreuses urgences humanitaires par ses propres moyens. L'Appel

s'efforce également d'atténuer les conséquences les plus graves de la pauvreté et du conflit et de promouvoir les conditions propices au retour des personnes déplacées et des réfugiés en Iraq.

La clôture du Mécanisme des fonds internationaux pour la reconstruction de l'Iraq, auquel tous les membres ont contribué, est prévue avant le 31 décembre, qui sera une date historique. Je me souviens que lorsqu'il a été créé, il devait être un fonds d'affectation spéciale dont l'objectif était de permettre à l'Iraq de rester en vie. Il a mobilisé 1,3 milliard de dollars depuis sa création. Grâce aux généreuses contributions des donateurs, notamment le Japon et l'Union européenne – auxquels nous rendons hommage –, il s'est révélé un instrument précieux pour promouvoir une assistance coordonnée et stratégique à l'intérieur de l'Iraq. Je suis en outre heureux de dire qu'à la récente réunion du Mécanisme, qui s'est tenue à Naples le 18 février, le Gouvernement irakien et les donateurs ont accueilli chaleureusement la proposition faite par le Représentant spécial adjoint pour les affaires humanitaires, la reconstruction et le développement de mettre en place un mécanisme succédant au Mécanisme – afin de ne pas perdre un mécanisme qui a fait la preuve de son utilité – pour faire du Pacte un vecteur plus efficace du développement national de l'Iraq et de son partenariat avec la communauté internationale.

Les organismes, fonds et programmes des Nations Unies réexamineront également leurs propres cadres d'assistance en Iraq pour promouvoir un plus grand respect de la Déclaration de Paris, pour mieux aligner notre activité sur le Pacte dont les objectifs ont été redéfinis et accroître leur présence à Bagdad afin de relever les défis à venir. Le Pacte international pour l'Iraq, présidé conjointement par le Vice-Premier Ministre irakien et l'Ambassadeur Gambari, pourrait être le moteur de toutes ces initiatives en Iraq. Après la conférence de Stockholm, couronnée de succès, l'initiative du Premier Ministre Al-Maliki d'examiner et de redéfinir les objectifs du Pacte pourrait en faire un instrument efficace permettant un suivi plus complet dans ce domaine.

Pour terminer, nous avons des raisons d'être optimistes, et il est parfois agréable d'avoir ce sentiment dans cette salle. Je pense que nous devrions tous en être fiers, surtout le représentant de l'Iraq, au nom du peuple irakien. Le Gouvernement irakien dit clairement qu'il sait que 2009 est l'année où il devra faire la preuve de sa capacité d'administrer un État

jouissant d'un vaste appui et de sa détermination à fournir des services de base et des garanties en matière de sécurité, avec l'appui d'institutions crédibles et indépendantes.

La sécurité s'est améliorée et l'Iraq a affirmé sa souveraineté; nous l'avons vu clairement cette année. Une souveraineté accrue implique davantage de responsabilités – des responsabilités vis-à-vis de chaque communauté iraquienne. Le moment est venu de faire fond sur ce qui a été réalisé depuis les récentes élections provinciales, les premières à avoir été complètement conduites par les Iraquiens. Après des souffrances prolongées, les Iraquiens ont franchi des étapes encourageantes. Il appartient maintenant aux Iraquiens de panser les blessures du passé et d'aller de l'avant avec une vision commune. La confiance parmi la population s'accroîtra grâce à des mesures concrètes prises conjointement, notamment un cadre fédéral, la répartition de la richesse, la mise en place d'un système viable de partage des recettes, un traitement judicieux de la question de Kirkouk et l'élaboration d'une formule permettant de régler la question des frontières intérieures faisant l'objet d'un différend.

Le Secrétaire général Ban Ki-moon et les membres du Conseil de sécurité ont toujours appuyé la MANUI, qu'ils jugent comme étant volontariste et tournée vers les résultats. Nous poursuivrons nos efforts. Toutefois, en dernier recours, il incombe aux dirigeants irakiens de faire des choix judicieux et la communauté internationale doit les encourager et les appuyer dans ce sens.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. De Mistura de son exposé complet sur les progrès réalisés pendant cette période.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Iraq.

**M. Al Bayati** (Iraq) (*parle en anglais*) : Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, Monsieur, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité de ce mois. Je voudrais également remercier votre prédécesseur, le Représentant permanent de la France, pour les efforts qu'il a déployés pendant le mois de janvier. Nous remercions vivement M. Staffan de Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, et les équipes de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) en Iraq et à New York pour leur travail inlassable d'assistance au Gouvernement et au peuple irakiens.

Après avoir examiné le rapport du Secrétaire général sur l'activité de la MANUI publié sous la cote S/2009/102, ma délégation voudrait faire les observations suivantes.

S'agissant de la situation politique et en matière de sécurité, le peuple et le Gouvernement irakiens sont fiers d'avoir été en mesure de tenir des élections provinciales dans un climat démocratique et une situation sécuritaire stable. Ces élections ont permis aux différents blocs électoraux et aux forces politiques d'entrer en concurrence et ont permis aux citoyens irakiens de choisir les candidats qu'ils considèrent comme étant les plus appropriés pour gérer les provinces et fournir les services qu'ils attendent des conseils provinciaux. Les conseils de province se verront attribuer plus de pouvoirs et des budgets plus importants que ceux des conseils sortants, et ils auront notamment la responsabilité de jouer un rôle plus important dans la construction et la reconstruction des provinces et dans la prestation de services tels que définis par la loi relative aux assemblées provinciales.

Quatre cent une listes ont présenté 14 431 candidats aux élections provinciales (dont 3 912 femmes) aux 440 sièges disponibles dans l'ensemble des 14 provinces. Plus de 400 observateurs de l'Organisation des Nations Unies et plus de 800 observateurs internationaux indépendants, aussi bien que des observateurs représentant la Ligue des États arabes, l'Organisation de la Conférence islamique et l'Union européenne, ont participé à ces élections. Le taux de participation à ces élections, évalué à 51 %, est très bon en comparaison au taux de participation enregistré dans d'autres pays lors d'élections locales.

Ces élections provinciales qui se sont tenues à la fin du mois de janvier 2009 marquent un tournant décisif en faveur de la consolidation de la démocratie en Iraq, notamment en raison de la participation active de nombreux Iraquiens qui avaient boycotté les élections provinciales en 2005. À titre d'exemple, le taux de participation à Ninaoua a été de 60 % contre seulement 14 % lors des précédentes élections, et la province de Salah al-Din a enregistré le plus fort taux de participation, 65 %, contre seulement 15 % lors des élections de 2005. La province d'Anbar, où le taux de participation s'élevait à moins de 1 % en 2005, a annoncé un taux de participation de 40 %.

La participation des Iraquiens qui avaient boycotté les élections par le passé témoigne de leur ferme conviction selon laquelle les élections

constituent l'un des mécanismes clefs de la démocratie, par opposition à l'emploi de la violence pour imposer sa volonté sur l'autre partie. Le Gouvernement considère que le succès de ces élections représente un fait nouveau important, ainsi qu'une forte incitation à promouvoir la réconciliation et la coexistence entre les différentes composantes du peuple iraquien.

Conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi relative aux élections provinciales, les élections à Kirkouk ont été reportées et une commission parlementaire a été mise en place pour établir une formule de partage du pouvoir entre les différentes composantes de Kirkouk et pour examiner la question des litiges fonciers ainsi que les questions démographiques. Cette commission espère que son rapport, une fois qu'il sera rendu au Conseil des représentants, facilitera la tenue d'élections provinciales à Kirkouk. Les forces politiques iraqiennes sont d'accord sur le fond de l'article 23 de la loi relative aux élections provinciales, ce qui confirme le choix du règlement de la question de Kirkouk par des moyens constitutionnels et politiques afin de préserver des droits pleins et entiers aux différentes composantes de la province.

Le succès des élections provinciales marque un tournant décisif dans l'évolution politique du nouvel Iraq et a provoqué de nombreuses marques d'admiration pour l'aptitude et la capacité montrées par le peuple iraquien à préparer, organiser, gérer et protéger le processus électoral. Le Secrétaire général s'est félicité des circonstances qui ont entouré les élections, et noté qu'il était remarquable qu'elles se soient déroulées sans violence. De même, le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, a indiqué que les élections ont été bien organisées par les membres du personnel qui ont tous suivi les mêmes procédures, et qu'aujourd'hui la Commission électorale a fait montre d'indépendance. Il a exprimé son admiration pour le rôle joué par les Forces de sécurité iraqiennes en affirmant que cette élection a montré que le Gouvernement iraquien est capable de générer une sécurité qui garantit le processus électoral.

Le principal message que les Iraquiens souhaitent adresser au monde par le biais du succès de ces élections est l'importance qu'ils accordent à la création d'une démocratie responsable par l'exercice de leurs droits dans le cadre de l'administration publique, tel que cela est prévu dans leur constitution, et ce afin de renforcer l'expérience démocratique du nouvel Iraq.

Le fait que les élections provinciales se soient déroulées dans une atmosphère pratiquement exempte de toute manifestation de violence, par opposition aux plus de 80 incidents survenus pendant les élections de 2005, a confirmé deux faits principaux. Premièrement, cela a démontré le renforcement des capacités des Forces de sécurité iraqiennes, qui ont montré un grand professionnalisme et des compétences indéniables, et dont la présence efficace s'est fait sentir sur le terrain, faisant ainsi des élections le premier témoin de leur efficacité, mais pas le dernier. Cette conclusion a été celle qu'a pu tirer le Secrétaire général qui a indiqué dans son rapport que « le fait que les élections se soient déroulées pour l'essentiel sans violence est en large partie dû à l'efficacité de plus en plus grande des Forces de sécurité iraqiennes » (S/2009/102, par. 20).

Deuxièmement, les élections ont démontré les véritables progrès accomplis en matière de sécurité en Iraq grâce aux efforts déployés par le Gouvernement pour renforcer les domaines politique, sécuritaire et d'application de la loi, qui constituent les piliers de la stabilité du pays. Les autorités de lutte contre le terrorisme en Iraq ont observé la destruction de 51 réseaux terroristes en 2008, renforçant ainsi les progrès réalisés en matière sécuritaire grâce à l'attachement continu de mon gouvernement à appuyer les efforts tendant vers la réconciliation nationale et le dialogue politique avec les diverses parties concernées par le processus politique du pays.

Les Gouvernements iraquien et américain ont conclu un nouvel Accord de sécurité pour organiser le futur partenariat bilatéral entre nos nations indépendantes et souveraines qui partagent l'objectif commun de protéger et de favoriser les intérêts de nos deux pays, et de renforcer la souveraineté et l'indépendance iraqiennes.

La fin du mandat de la force multinationale en Iraq marque un tournant décisif pour l'Iraq ainsi que la fin d'une époque pour l'Organisation des Nations Unies, et ce surtout pour les pays ayant fourni des contingents à la force. La force multinationale a apporté un appui essentiel aux progrès réalisés en matière de sécurité et de stabilité en Iraq, ainsi que pour favoriser la transition vers une démocratie souveraine, fédérale et unie.

Au nom du Gouvernement et du peuple iraqiens, je souhaite adresser nos très sincères remerciements aux hommes et aux femmes de la force multinationale

en Iraq, qui se sont courageusement battus à nos côtés, en première ligne.

L'accélération de l'amélioration de la situation sécuritaire à Bagdad et dans d'autres provinces a permis un retour à la vie normale dans la plupart des secteurs. Près de 40 000 familles déplacées sont rentrées dans leur région d'origine à la fin de l'année 2008, et l'un des plus importants camps destinés aux personnes déplacées, dans la province de Nadjaf, a fermé ses portes après que les 300 familles qui y vivaient soient rentrées chez elles. Mon gouvernement a travaillé sans relâche conformément aux ordonnances gouvernementales 101 sur la restitution des biens et 262 sur les aides financières aux rapatriés pour leur assurer les conditions appropriées pour qu'ils retrouvent des moyens de subsistance et rentrent chez eux.

Les efforts constants déployés par le Gouvernement iraquien, en coopération avec des organisations et des organismes d'aide internationaux, pour garantir le retour de l'ensemble des familles chrétiennes déplacées en raison de la violence dans certaines parties de la province de Ninawa à la fin de l'année dernière ont été à l'origine du retour de 2 400 familles sur les 2 500 familles déplacées, et le Gouvernement iraquien continue de fournir l'aide nécessaire aux dernières familles restées sur place.

Dans le cadre des efforts continus déployés par le Gouvernement iraquien pour assurer le retour des personnes irakiennes déplacées dans les pays voisins, le Ministre chargé des questions de déplacement et de migration, M. Abdul Samad Rahman Sultan, a récemment pris la tête d'une délégation ministérielle en République arabe syrienne dans le cadre du premier volet d'un déplacement qui comprendra des escales en Égypte et au Liban. L'objectif de ce déplacement est de coopérer avec ces pays pour organiser le retour des Irakiens déplacés sur leur territoire et d'examiner, avec les Ministres chargés des questions d'immigration syrien, libanais et égyptien, les problèmes et les contraintes soulevés par le retour de ces citoyens, afin de développer des mécanismes efficaces permettant de les surmonter et de contribuer au retour de tous les Irakiens dans leurs territoires. Il est important de mentionner ici le rapport récemment publié par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, qui a signalé le retour de 220 000 Irakiens en 2008 et le retour escompté de 500 000 Irakiens en 2009, grâce à l'amélioration des conditions de sécurité dans le pays.

Le Gouvernement iraquien, convaincu de la nécessité de consolider et de renforcer les droits du peuple iraquien par la création d'institutions indépendantes chargées du suivi et du contrôle des droits de l'homme, a ratifié, le 14 janvier dernier, la loi portant la création d'une haute commission des droits de l'homme, conformément aux dispositions de l'article 61 de la Constitution irakienne. Le Haut-Commissaire s'efforcera de garantir la protection et la promotion des droits de l'homme en Iraq et de protéger les droits et les libertés énoncés dans la Constitution, les lois, les traités et les accords internationaux ratifiés par l'Iraq.

Mon gouvernement attache une importance particulière à la question des droits de l'homme pour les détenus irakiens qui attendent d'être jugés, comme le prouve la création de lieux de détention dotés des immunités et procédures légales nécessaires pour garantir des procès équitables. Le 22 février 2009, la prison centrale de Bagdad a été ouverte à la presse dans le cadre de la politique du Gouvernement iraquien visant à assurer le plus haut degré de transparence en ce qui concerne le suivi des conditions de détention des prisonniers se trouvant dans les prisons irakiennes.

Sur le plan économique et social, l'amélioration tangible de la situation politique et des conditions de sécurité en Iraq a eu un effet positif sur la stratégie nationale de développement. Les indicateurs économiques irakiens ont montré une nette amélioration au cours des derniers mois. À la fin de l'année 2008, le taux de croissance économique était de 44,2 %. Le taux d'inflation est tombé de 16 % en 2007 à 12 % au dernier trimestre de 2008 grâce à l'effet des politiques financières visant à réduire l'inflation et à améliorer le pouvoir d'achat du dinar iraquien. Le chômage a également diminué, tombant de 17 % en 2008 à 15 % au début de 2009. Ces indicateurs économiques reflètent une amélioration générale de l'économie irakienne.

L'investissement est une priorité pour les politiques financière et économique nationales du Gouvernement iraquien, qui a alloué 12 milliards de dollars du budget national aux activités d'investissement pour tous les ministères irakiens et mis en place un mécanisme de contrôle national pour encourager les ministères irakiens à dépenser sur leurs projets les fonds d'investissement alloués.

Mon gouvernement, au vu des obligations qui sont les siennes au titre du Pacte international pour

l'Iraq, a signé un certain nombre d'accords bilatéraux avec les pays du Club de Paris, en vertu desquels ces derniers vont annuler près de 45 milliards de dollars de la totalité de notre dette nationale qui dépasse 52 milliards de dollars. Un accord bilatéral et un mémorandum d'accord ont également été signés récemment avec la Grèce et la Chine, au titre desquels notre dette envers ces pays a été réduite de 80 %.

Le Gouvernement iraquien a mis en place un réseau de sécurité sociale pour venir en aide aux différents secteurs de la société, dont les orphelins, les veuves et les chômeurs. Le Gouvernement a affecté à cette fin 800 millions de dinars et accru le nombre de petits prêts, passé de 75 000 en 2008 à 120 000 pour 2009.

Dans le cadre des politiques économiques axées sur la reconstruction du secteur industriel iraquien, le Gouvernement a alloué un budget d'investissement d'un montant allant jusqu'à 697 millions de dollars au Ministère de l'industrie pour la remise sur pied d'un grand nombre de ses institutions ministérielles, en vue de diversifier les sources de revenus nationaux.

En ce qui concerne l'industrie pétrolière, le Gouvernement iraquien a adopté de nouvelles politiques pour reconstruire et développer ce secteur. D'après les derniers rapports publiés par le Ministère iraquien du pétrole, en 2008, la production pétrolière a augmenté de 11 % et la production journalière est passée de 1 850 000 à 2 280 000 barils. Le Gouvernement iraquien s'est également joint à l'Initiative internationale de transparence des industries extractives afin d'établir un mécanisme de contrôle de ses revenus pétroliers et de la façon dont ils sont dépensés.

Dans le domaine des services de base, le Gouvernement iraquien a réduit la proportion de la population privée d'eau et de systèmes d'assainissement à 10 % dans les zones urbaines et à 30 % dans les zones rurales. La production d'électricité a sensiblement augmenté au cours des trois derniers mois, et le Gouvernement iraquien a alloué plus de 3 milliards de dollars au Ministère de l'électricité pour la construction de nouvelles centrales électriques.

Dans le cadre des efforts du Gouvernement iraquien pour appuyer le processus éducatif dans le pays, le Ministère de l'éducation a signé des protocoles de coopération bilatérale avec des organisations d'appui telles que l'UNICEF et le Ministère iraquien du logement et de la reconstruction. Cette initiative

appuie le plan national du Gouvernement pour la construction d'écoles grâce auquel, à ce jour, 291 écoles ont été construites et 374 remises en état afin d'accueillir les élèves au cours de la présente année scolaire.

Aux niveaux régional et international, le Gouvernement iraquien poursuit ses efforts pour contrôler et coordonner le travail des comités sur les réfugiés, l'énergie et la sécurité dans le cadre adopté lors des réunions des ministres des affaires étrangères du groupe élargi des pays voisins de l'Iraq tenues à Charm el-Cheikh et à Istanbul. Le comité des réfugiés a tenu une réunion à Amman le 15 novembre 2008. Le Comité de coordination de la sécurité a tenu une réunion à Damas les 22 et 23 novembre 2008. J'aimerais souligner l'attachement de mon gouvernement à une pleine coopération avec nos voisins en vue de trouver des solutions à toutes les questions d'intérêt mutuel.

Il y a eu ces derniers mois des visites officielles effectuées par un certain nombre de responsables irakiens et internationaux. Ce mois-ci, le Président français, M. Nicolas Sarkozy, et le Ministre allemand des affaires étrangères, M. Frank-Walter Steinmeier, se sont rendus en Iraq. Le Président iraquien, M. Jalal Talabani, s'est rendu au Koweït pour participer au Sommet économique arabe, et le Premier Ministre, M. Nouri al-Maliki, s'est rendu en Iran et en Turquie pour mettre au point des mécanismes de coopération bilatérale avec ces deux pays. Il faut également noter que le Comité conjoint Iraq-Koweït doit se réunir au Koweït dans le courant du mois en vue de signer un accord visant à garantir une vision commune axée sur le règlement des questions en souffrance entre les deux pays, et qu'à la mi-mars 2010, il tiendra une réunion au niveau ministériel.

À la suite de la première conférence d'examen du Pacte international pour l'Iraq tenue à Stockholm, le Gouvernement iraquien a pris de nombreuses mesures pour renforcer et appuyer les politiques visant à répondre à toutes les conditions requises par le biais de la matrice de suivi conjointe de 2008 qui a déterminé les mesures nécessaires à prendre pour lancer le processus de réforme financière et administrative. À cet égard, ma délégation souhaite encourager tous les pays arabes à aider leurs frères en Iraq en annulant les dettes de l'Iraq et en réduisant les indemnités dues par l'Iraq, imposées à la suite de l'invasion du Koweït en 1990, crime commis par l'ancien régime dictatorial. Mon gouvernement se félicite de l'accord conclu avec

le Gouvernement koweïtien pour examiner la question des indemnisations par le biais de négociations bilatérales sous l'égide de la Commission d'indemnisation des Nations Unies.

Dans le cadre d'une coopération positive avec l'ONU et avec nos frères du Koweït, au début du mois prochain, lors des réunions du Sous-Comité technique et en présence du Coordonnateur de haut niveau des Nations Unies, M. Gennady Tarasov, mon gouvernement remettra au Koweït un grand nombre de cassettes audio et vidéo en témoignage de bonne volonté et afin de susciter un élan parmi les nations pour qu'elles mettent fin au mandat international relatif à ce dossier.

En ce qui concerne la recommandation figurant au paragraphe 72 du rapport du Secrétaire général, mon gouvernement appuie fermement le processus d'examen des résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'Iraq qui ont suivi la résolution 1661 (1990), et conformément au paragraphe 5 de la résolution 1859 (2008). Ces examens représentent une étape clef en appui aux efforts déployés par la communauté internationale pour normaliser les relations entre l'Iraq et ses voisins et contribuer à renforcer la sécurité et la stabilité dans la région.

En conclusion, je voudrais souligner la gratitude de mon gouvernement à la MANUI pour son rôle en Iraq et à M. De Mistura pour son appui, accordé à la demande du Gouvernement et sur la base de mécanismes convenus mutuellement.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Kafando** (Burkina Faso) : Je voudrais tout d'abord remercier M. Staffan De Mistura pour le bilan qu'il vient de nous faire des activités de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Je remercie également le Représentant permanent de l'Iraq des informations fort précieuses qu'il a bien voulu nous donner.

En partant d'un constat tout à fait général, nous sommes encouragés par l'évolution positive de la situation en Iraq, ce qui a d'ailleurs été fort bien souligné par les exposés que nous venons d'entendre. Nous notons en particulier le succès des élections provinciales démocratiques, tenues le 31 janvier 2009, une première dans la vie politique de l'Iraq. Dans ce pays confronté à des conflits internes et à la violence,

ce scrutin a été également un test éloquent de la capacité des forces irakiennes de garantir la sécurité des populations, ainsi qu'un indicateur rassurant pour les prochaines élections législatives. Ainsi donc, l'absence d'incident majeur durant toute la période électorale apparaît comme une claire indication que les Irakiens reprennent peu à peu le contrôle de leur pays et de leur destin.

Un autre élément à prendre en considération dans ce climat général d'apaisement est la conclusion le 27 novembre dernier de l'Accord de sécurité bilatéral entre les États-Unis et l'Iraq, visant au retrait progressif des forces américaines et au transfert d'autorité au Gouvernement irakien.

Concernant les activités même de la MANUI, nous nous félicitons que cette dernière continue à apporter une importante contribution aux efforts de reconstruction nationale de l'Iraq. En particulier, l'engagement personnel du Représentant spécial et le rôle éminent joué par la MANUI ont été décisifs pour l'organisation d'élections démocratiques, libres et transparentes, et pour l'amélioration du processus politique et institutionnel.

Toujours à l'actif de la MANUI, nous apprécions l'assistance technique fournie par elle dans le cadre du règlement des différends frontaliers internes, et de la recherche d'un consensus concernant le statut de Kirkouk. De même, son investissement pour un dialogue régional, à travers le renforcement des relations bilatérales entre l'Iraq et ses voisins, ainsi que la poursuite de son appui constitutionnel et législatif dans le cadre du développement des institutions nationales irakiennes méritent d'être salués, sans évidemment oublier son engagement dans l'assistance humanitaire.

Au plan économique, le Pacte international pour l'Iraq joue de plus en plus un rôle central dans le mécanisme existant de reconstruction de l'Iraq. À ce propos, nous saluons l'existence d'une stratégie d'aide des Nations Unies à l'Iraq, conclue entre le Gouvernement irakien et l'ONU pour la période 2008-2010, qui répond parfaitement à cette attente, ainsi que l'annulation de la dette de l'Iraq par le Club de Paris.

Cependant, l'ONU et l'ensemble de la communauté internationale devraient continuer à épauler davantage le Gouvernement irakien, qui fait face actuellement à un déficit budgétaire dû à la baisse du prix des produits pétroliers, et l'aider à relever le

défi du développement social et économique. Plus que jamais, ce volet du développement apparaît crucial pour l'Iraq, dont l'évolution politique positive sur le terrain devrait nécessairement se traduire par la réduction de la pauvreté et l'amélioration des prestations de services sociaux de base. Cette amélioration devrait par ailleurs s'étendre au domaine des droits de l'homme encore au cœur des préoccupations de la MANUI, bien que dans ce domaine le rôle du Gouvernement iraquien et de la force multinationale soit tout aussi primordial.

Nous tenons à saluer les progrès réalisés en la matière, avec la promulgation le 16 novembre dernier par le Conseil des représentants, de la loi portant création de la Haute Commission des droits de l'homme indépendante, et l'engagement des autorités irakiennes à travailler de concert avec la MANUI pour assurer le bon fonctionnement de cette Commission.

Avec la réduction des forces multinationales qui entraînera subséquemment l'accroissement du rôle de la MANUI, notamment sur le plan sécuritaire, il serait tout à fait indiqué, comme le mentionne d'ailleurs le rapport du Secrétaire général (S/2009/102), de donner à la Mission des Nations Unies en Iraq une nouvelle base opérationnelle, dotée de moyens logistiques conséquents, afin de renforcer son autonomie et sa capacité d'assumer efficacement et pleinement son mandat. Nous nous réjouissons de savoir que la MANUI y travaille déjà et nous espérons qu'elle parviendra à des résultats concrets.

Nous exhortons la communauté internationale à continuer à soutenir la Mission dans cette phase cruciale de ses activités. En conclusion, nous apportons notre plein appui à l'Iraq et l'encourageons dans ses efforts pour réussir à tous égards son relèvement national.

**M. Heller** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord remercier M. Staffan De Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, du rapport détaillé qu'il a présenté aujourd'hui sur la situation en Iraq et sur les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Ma délégation remercie M. De Mistura de son travail, de sa contribution et de son engagement en faveur de l'instauration d'un dialogue politique et de la réconciliation nationale en Iraq.

Nous remercions également tout spécialement l'Ambassadeur Hamid Al Bayati, Représentant

permanent de l'Iraq, d'avoir donné un large aperçu des progrès accomplis récemment par son pays.

Le rapport du Secrétaire général (S/2009/102) dont le Conseil de sécurité est saisi aujourd'hui revêt une importance particulière, et ce, pour deux raisons fondamentales.

Premièrement, c'est la première fois que le Conseil est informé de la situation en Iraq depuis l'expiration du mandat de la force multinationale et depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de sécurité bilatéral conclu entre les États-Unis et l'Iraq. En application de cet accord, les forces américaines seront placées sous l'autorité du Gouvernement iraquien pour la durée restante de leur présence dans le pays. Il s'agit d'une mesure concrète qui est hautement symbolique pour mon pays, en particulier compte tenu des conditions dans lesquelles la guerre en Iraq a éclaté et qui ont présidé au déploiement de la force multinationale. Les faits qui ont sous-tendu ces événements sont bien connus de tous et le Mexique a déjà eu l'occasion d'exprimer sa position à ce sujet. L'Accord de sécurité bilatéral représente également une avancée primordiale pour le Gouvernement et le peuple irakiens, car grâce à lui et avec l'aide des dispositions de la résolution 1859 (2008) adoptée en décembre, l'Iraq retrouve progressivement sa position internationale en tant qu'État souverain et indépendant.

Deuxièmement, le rapport du Secrétaire général a été présenté dans le contexte des élections provinciales organisées le 31 janvier 2009 et pour l'organisation desquelles la Haute Commission électorale indépendante et le personnel de la MANUI ont joué un rôle déterminant permettant au scrutin de se dérouler dans les meilleures conditions possibles. Nous nous félicitons tout particulièrement de noter que le processus électoral a eu lieu dans le calme et sans incident majeur, comme en ont rendu compte divers observateurs nationaux et internationaux. Cette réussite prouve l'attachement du peuple iraquien à la démocratie.

Les résultats des élections, annoncés au début du mois de février, ont constitué un véritable triomphe pour le peuple iraquien et pour la démocratie dans son ensemble. Les Irakiens ont une fois de plus choisi la voie des urnes pour régler leurs différends politiques, contribuant ainsi au processus de réconciliation nationale indispensable au rétablissement de conditions de vie normales pour la majorité de la population.

La mise en place réussie du plan de sécurité nationale pour ces élections a sans aucun doute favorisé la participation des électeurs, en particulier au sein de la communauté sunnite qui avait boycotté les élections provinciales de 2005 et qui cette fois-ci a pris part au processus. Nous espérons que les résultats de ce processus électoral encourageront le dialogue politique entre les différents acteurs présents en Iraq et consolideront le processus de réconciliation nationale. Nous espérons également que cet exercice permettra d'asseoir les bases nécessaires à la préparation des élections nationales qui se dérouleront en décembre 2009.

Malgré les progrès importants dont nous avons été témoins ces derniers mois, l'Iraq demeure confronté à de grands défis auxquels il devra faire face avec l'aide de la communauté internationale et de l'ONU. En matière de sécurité, la situation sur le terrain est aujourd'hui fondamentalement différente de ce qu'elle était ces dernières années. Cependant, d'après les nombreuses informations qui nous parviennent, il y aurait toujours des attaques aveugles contre la population civile, les forces armées irakiennes, les forces étrangères et le personnel des Nations Unies. À ce propos, nous faisons confiance à la capacité du Gouvernement et des forces armées irakiennes pour continuer de faire face à ce grave problème, avec sérieux et professionnalisme, tout en veillant en permanence au respect des droits de l'homme.

La situation d'insécurité qui persiste a donné lieu, ces dernières années, à des flux continus de personnes déplacées et de réfugiés, ce qui compromet, à long terme, le développement de ce pays. Nous sommes donc heureux d'apprendre dans le rapport qu'à ce jour 40 000 familles sont rentrées dans leurs foyers en Iraq. Nous invitons les autorités irakiennes à continuer de coopérer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin de poursuivre ce processus, tout en veillant au respect, à tout moment, de la dignité de ces personnes. Nous nous félicitons également de l'adoption de la loi portant création d'une Commission indépendante des droits de l'homme. Nous espérons que la création de cette commission, ainsi que les engagements découlant de la ratification récente, par l'Iraq, de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, permettront des avancées dans le domaine des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne la condition des détenus, l'administration de la justice et les droits de la femme.

De même, nous suivrons avec la même attention la stratégie intégrale de promotion de l'état de droit menée sous les auspices des Nations Unies. Nous considérons en effet que seul le renforcement des institutions permettra de garantir, à long terme, les succès politiques et économiques de l'Iraq.

Je tiens à rendre hommage au travail effectué par la MANUI en Iraq, ainsi qu'au rôle important que cette mission a joué afin de parvenir à la situation qui prévaut actuellement sur le terrain. Au fur et à mesure que diminue le financement international destiné aux activités de reconstruction et de développement, les tâches de la MANUI gagnent en importance, en particulier en ce qui concerne ses stratégies de lutte contre la pauvreté, les initiatives visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, ses activités en faveur de la protection des minorités ethniques et religieuses et ses efforts en vue de renforcer les secteurs de l'éducation et de la santé. En outre, la MANUI aura la possibilité inestimable de continuer à appuyer le peuple et le Gouvernement irakiens par le biais d'initiatives clefs telles que le Pacte international pour l'Iraq, la tenue d'élections locales et nationales, la stratégie d'aide nationale et la création de la Commission indépendante des droits de l'homme.

Pour le Mexique, il est important que la MANUI, avec tous les acteurs pertinents, continue d'accorder la priorité à l'appui qu'elle fournit à près de 2,8 millions de personnes déplacées. Nous considérons par conséquent comme un fait positif la mise en place du mécanisme de coopération, intitulé « Procédure d'appel 2009 », à l'initiative du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), destiné à protéger les groupes les plus vulnérables dans le pays, à appuyer les réfugiés dans des conditions de sécurité et de dignité et à promouvoir une approche régionale pour garantir la sécurité des Irakiens. De même, il nous semble important que la MANUI continue de participer au processus de révision constitutionnelle qui est en cours en Iraq, ce processus devant permettre de consolider l'état de droit et de donner des garanties aux Irakiens dans les domaines des droits politiques et civils.

Nous pensons qu'il convient de continuer à suivre de près le rôle de médiation joué par la MANUI pour régler les différends concernant les frontières intérieures et le statut de Kirkouk, élément indispensable pour obtenir une paix durable en Iraq.

Nous considérons que la réalisation des objectifs énumérés dans cette intervention, ainsi que les progrès significatifs auxquels nous avons assisté au cours des derniers mois, à la lumière de la nouvelle conjoncture internationale, laissent augurer un avenir prometteur pour l'Iraq en 2009, ceux-ci devant être consolidés avec l'appui des Nations Unies et de la communauté internationale.

**M. Dabbashi** (Jamahiriya arabe libyenne) (*parle en arabe*) : Je tiens d'emblée à remercier M. Staffan De Mistura pour son exposé circonstancié. Je tiens également à souhaiter la bienvenue à notre frère, M. Hamid Al Bayati, Représentant permanent de l'Iraq, et à le remercier pour sa contribution précieuse à notre débat d'aujourd'hui.

Nous considérons que les événements politiques qui ont eu lieu ces derniers temps en Iraq sont très importants, notamment la tenue d'élections provinciales en janvier dans 14 gouvernorats sur les 18 que compte le pays. Il s'agit d'événements qui nous rendent optimistes, notamment en raison du haut niveau de participation à ces élections, qui est particulièrement encourageant compte tenu de la participation de certains secteurs et de certaines factions qui avaient boycotté les élections précédentes, tenues en 2005. Nous nous félicitons également du fait que la situation en matière de sécurité continue de s'améliorer. En effet, la violence a considérablement diminué et il n'y a pas eu d'incidents majeurs le jour du scrutin, ce qui nous prouve une fois de plus que les forces de sécurité irakiennes assument de mieux en mieux leurs fonctions et que les sensibilités sectaires sont moins importantes.

Nous saluons le Représentant spécial du Secrétaire général et la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) pour les efforts qu'ils ont déployés afin d'aider la Haute Commission électorale indépendante à préparer les élections tenues le 31 janvier, et pour les efforts qu'ils ont déployés en vue de régler les différends concernant les frontières intérieures de l'Iraq. Nous exhortons la MANUI et le Représentant spécial à continuer de jouer le rôle neutre qui est le leur afin de renforcer la confiance parmi les parties concernées, de favoriser le dialogue et la consultation et de coopérer avec le Gouvernement irakien en vue d'aider toutes les parties concernées à dégager un consensus.

Nous soulignons l'importance qu'il y a à poursuivre le dialogue entre les acteurs irakiens

s'agissant du fédéralisme et de la réglementation relative aux hydrocarbures, ces deux questions importantes devant être réglées afin de garantir la stabilité à long terme en Iraq. Nous attendons avec intérêt les discussions qui sont prévues avant les vacances parlementaires, discussions qui reprendront pour assurer le suivi de la table ronde organisée par la MANUI en vue d'identifier des solutions spécifiques, concrètes et réalistes.

Nous félicitons nos frères irakiens du fait que le Club de Paris a annulé la dette de l'Iraq en décembre 2008. C'est une façon de reconnaître les efforts entrepris par l'Iraq en vue d'atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international et la capacité de l'Iraq d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Tout cela est de bon augure pour le développement socioéconomique du pays. Nous nous félicitons de ce que l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale aient créé, en novembre 2008, un Forum des partenaires de l'Iraq, afin d'harmoniser les stratégies des donateurs et de l'ONU pour l'Iraq et de garantir la plus grande transparence et la plus grande efficacité possibles.

S'agissant de la situation humanitaire, nous sommes très heureux que les personnes déplacées et les réfugiés irakiens continuent de rentrer dans leurs foyers. Près de 40 000 familles se sont ainsi fait enregistrer en Iraq à la fin de l'année 2008, ce qui constitue un réel progrès, et le plus grand camp de personnes déplacées en Iraq, à Nadjaf, a fermé ses portes. Nous demeurons cependant gravement préoccupés par le fait que des millions de réfugiés irakiens continuent de se trouver hors des frontières de leur pays, notamment dans les pays voisins. Nous espérons que le Gouvernement irakien accordera toute la priorité nécessaire au retour de ces personnes et qu'il créera les conditions propices à leur retour. Par ailleurs, nous nous félicitons de la baisse du taux d'infection par le choléra ainsi que du déploiement d'une mission internationale sur le terrain sous la direction de l'Organisation mondiale de la Santé dans les provinces touchées.

En dépit des progrès réalisés sur le plan humanitaire tout au long de l'année 2008, la situation des Irakiens vulnérables et des personnes déplacées demeure préoccupante. Des programmes de secours ont même été repoussés à cause de l'absence de financement et, comme le rapport du Secrétaire général (S/2009/102) l'a indiqué, 1 million d'Irakiens sont toujours exposés à l'insécurité alimentaire et 6 millions

d'autres le seraient aussi en l'absence d'un filet de protection, essentiellement le Service public de distribution.

Nous prenons note de la hausse du taux d'analphabétisme qui a atteint 24 % dans le sud de l'Iraq et du taux d'abandon scolaire qui a atteint 10 %, alors que le taux de malnutrition chronique des enfants dans le sud a atteint presque 22 %. En ce qui concerne le nord de l'Iraq, il est encore soumis à l'instabilité et aux fluctuations de l'approvisionnement en électricité, ce qui est un élément important des conditions de vie des habitants. Nous appuyons la demande faite par l'ONU de concentrer les investissements dans les zones où l'on a enregistré les indicateurs humanitaires et de développement les plus bas, ainsi que dans celles qui ont été touchées par la violence liée au conflit ou par des mouvements de population.

Il y a eu des avancées concrètes pour ce qui est de la garantie des droits de l'homme des citoyens irakiens grâce à la promulgation d'une loi portant création d'une haute commission des droits de l'homme indépendante. Mais nous demeurons préoccupés par les assassinats de certains candidats politiques et d'agents électoraux, le déplacement de Mossoul de quelque 2 400 familles à la fin de 2008, ainsi que par les assassinats et d'autres attaques contre des journalistes, des éducateurs, des parlementaires, des agents humanitaires, des juges et des avocats.

Nous trouvons fort préoccupante la détention continue par les forces d'occupation de plus de 15 000 personnes, dont 58 enfants, sans aucun mandat d'arrêt lancé par des juges irakiens. Je tiens à souligner notre préoccupation devant la situation générale des détenus placés sous contrôle irakien, tel que cela est mentionné au paragraphe 47 du rapport du Secrétaire général. Nombre d'entre eux sont privés de liberté depuis des mois et des années dans des conditions déplorables, dans l'incapacité de faire appel à un avocat, sans être accusés officiellement d'un crime ou sans comparaître devant un juge.

Nous nous félicitons de la fin du mandat de la force multinationale en Iraq et du fait que la responsabilité de la sécurité dans le pays est désormais prise en charge par le Gouvernement irakien. Nous attendons avec intérêt le retrait total de toutes les forces d'occupation de l'Iraq dès que possible et la réunification du peuple irakien. Nous nous félicitons de l'accent mis sur la souveraineté et l'intégrité territoriale. Nous tenons à souligner que la présence

continue des forces d'occupation sous quelque forme que ce soit pourrait être un facteur de désunion et d'instabilité et ne contribuera pas à la réconciliation nationale, qui est considérée comme étant une condition indispensable pour la stabilité, la reconstruction et la croissance économique de l'Iraq.

La situation en Iraq a changé depuis l'adoption de la résolution 661 (1990) par le Conseil de sécurité. Il est temps pour le Conseil de réexaminer cette résolution et pour l'Iraq de retrouver le statut juridique et international qui était le sien avant l'adoption de cette résolution et avant les sanctions qu'on lui a imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Nous tenons à rappeler ici la demande adressée au Secrétaire général l'invitant à préparer un rapport sur cette question, en consultation avec le Gouvernement irakien, conformément à la résolution 1859 (2008). Nous attendons avec intérêt la publication de ce rapport et les mesures qui seront prises par la suite par le Conseil à cet égard.

Pour terminer, nous tenons à exprimer toute notre gratitude pour les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq et les différents organismes des Nations Unies travaillant à la reconstruction de l'Iraq. Nous appelons tous les États à appuyer l'Iraq pour aider le peuple frère irakien.

**M. Mayr-Harting** (Autriche) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Représentant spécial De Mistura pour son exposé important et riche en informations. Nous nous félicitons également de la déclaration faite par l'Ambassadeur Al Bayati et des faits nouveaux encourageants survenus dans son pays qu'il a mentionnés. Nous saluons le travail courageux et déterminé de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Nous apprécions tout particulièrement le dévouement du Représentant spécial envers l'Iraq et son peuple, en particulier étant donné les difficultés auxquelles lui et son équipe continuent d'être confrontés.

L'appui fourni par la MANUI à la Haute Commission électorale indépendante et la préparation diligente par le Gouvernement irakien des récentes élections provinciales ont clairement contribué à leur succès. Cependant, il faut avant tout féliciter le peuple irakien qui a participé activement à ces élections. En se présentant aux bureaux de vote en transcendant les clivages communautaires, les hommes et les femmes irakiens ont ainsi aidé leur pays à avancer

considérablement vers la consolidation de la démocratisation et de la réconciliation nationale.

Les préparations du Gouvernement iraquien dans le domaine de la sécurité ont fourni aux électeurs un environnement qui leur permettait de voter en confiance et dans des conditions de sécurité relative. Bien que nous déplorions les incidents graves et les actes de violence qui ont eu lieu avant les élections, le jour même des élections s'est déroulé dans une atmosphère pacifique.

Nous sommes persuadés que les dirigeants irakiens profiteront de la dynamique créée par les élections pour surmonter les obstacles qui entravent la réconciliation nationale. Dans ce contexte, nous nous félicitons de ce que l'on ait officiellement demandé à la MANUI de continuer de fournir une assistance à la commission parlementaire qui traite des questions du partage du pouvoir, des questions foncières et démographiques à Kirkouk. Nous appuyons fermement les bons offices du Représentant spécial visant à instaurer la confiance entre les parties dans le but de parvenir à une solution durable.

Nous encourageons l'Iraq à utiliser au maximum l'appui fourni par la MANUI lors du processus de réforme constitutionnel, en particulier s'agissant de la réglementation relative aux hydrocarbures. Je tiens à ajouter que des avancées dans ce domaine faciliteront également certainement l'investissement étranger dans le pays.

L'Union européenne et ses États membres restent fermement attachés à appuyer l'Iraq pour qu'il construise un pays sûr, stable, démocratique, uni et prospère, où les droits de l'homme sont garantis dans un environnement sûr aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

Nous prenons note de l'amélioration progressive des conditions de sécurité ces derniers mois, mais nous ne devons pas perdre de vue les risques constants de sécurité encore encourus par les Iraquiens moyens du fait des attentats aveugles, notamment des attentats-suicides à la bombe. Les récentes attaques contre des pèlerins sur la route de Karbala, avec de nombreux femmes et enfants parmi les morts, démontrent qu'il s'agit d'une menace constante.

Comme d'autres l'ont dit, d'importants défis demeurent dans le domaine des droits de l'homme. Comme cela a été dit, le rapport met en lumière la situation des détenus. Il prête également une attention

particulière à la situation des femmes, des enfants et des personnes appartenant à des minorités ethniques ou religieuses.

Nous espérons que le retour d'un nombre important de familles chrétiennes à Mossoul indique qu'elles se sentent de plus en plus en sécurité. La violence ethnique ou sectaire n'a pas sa place en Iraq. Chacun doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour veiller à ce que des événements comme ceux qui se sont déroulés à l'automne 2008 ne se reproduisent pas.

Nous nous félicitons de ce que le Gouvernement iraquien se soit engagé à renforcer la protection des droits de l'homme, et aussi de la création récente d'une Haute Commission des droits de l'homme indépendante, qui a été mentionnée par le Représentant spécial. Nous espérons que cette Haute Commission sera bientôt opérationnelle. Nous appuyons le travail important réalisé par la MANUI dans le domaine des droits de l'homme, et nous nous en félicitons.

Nous nous félicitons de ce que les organismes des Nations Unies aient l'intention de placer au rang de leurs priorités la lutte contre la violence à l'égard des femmes en 2009, en améliorant l'accès des femmes à la justice et en s'attellant à la réforme des codes pénaux discriminatoires. Nous encourageons les dirigeants irakiens à s'efforcer de faire participer les femmes à la reconstruction de la société iraquienne et à poursuivre les efforts déjà engagés dans ce domaine.

Nous espérons que les moyens permettant de renforcer les capacités médico-légales mis à la disposition du Ministère iraquien des droits de l'homme par le Bureau des droits de l'homme de la MANUI permettront de progresser s'agissant de faire la lumière sur le sort des citoyens koweïtiens disparus depuis 1990, point que l'Ambassadeur a également mentionné.

S'agissant de la situation des réfugiés irakiens et des personnes déplacées, nous espérons qu'il sera possible de maintenir un environnement propice à leurs retours dans la sécurité et la dignité et que le Gouvernement iraquien continuera de promouvoir activement les initiatives de retour. Nous espérons que la tendance encourageante mentionnée par l'Ambassadeur se poursuivra. L'Autriche se félicite de l'activité humanitaire de l'ONU et – cela est particulièrement important – de la solidarité constante que les pays voisins, surtout la Jordanie et la Syrie, continuent de manifester à l'égard des personnes déracinées par la violence et le conflit.

Nous nous félicitons de ce que l'ONU ait l'intention de mettre au point une stratégie détaillée en matière d'état de droit visant à assurer la coordination avec d'autres acteurs sur le terrain, ainsi que des efforts en cours avec les autorités irakiennes, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à Vienne pour procéder à une évaluation de la façon dont l'Iraq s'acquitte de ses obligations aux termes de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

De concert avec nos partenaires de l'Union européenne, nous continuons d'appuyer la formation du personnel irakien des organes chargés de la sécurité et du respect des lois dans le cadre de la mission intégrée « état de droit » de l'Union européenne, dont le mandat a été prorogée jusqu'au 30 juin 2009. Depuis le lancement de la mission, en juillet 2005, environ 2 000 experts de droit pénal irakiens ont suivi 87 cours. L'Autriche est heureuse d'avoir pu participer à ces importants efforts.

Pour terminer, je voudrais dire au Représentant spécial du Secrétaire général que l'Autriche appuie sans réserve son travail et le travail de toute l'équipe de l'ONU en Iraq.

**Sir John Sawers** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Permettez-moi de commencer par m'associer à mes collègues et de remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, De Mistura, pour son exposé consacré au rapport (S/2009/102) du Secrétaire général. Je voudrais aussi rendre hommage au Représentant permanent de l'Iraq pour les progrès remarquables que l'Iraq a réalisés ces derniers mois, tels qu'énoncés dans sa déclaration.

L'ONU continue de jouer un rôle vital dans la transformation de l'Iraq en un pays stable et démocratique, de plus en plus maître de sa propre destinée. Au nom de mon gouvernement, je voudrais remercier l'équipe de l'ONU en Iraq pour son travail.

Aucun pays n'a pris plus de temps et d'énergie au Conseil de sécurité ces 20 dernières années. C'est magnifique de voir que l'Iraq a retrouvé une position pleinement respectée au sein de la communauté internationale, et que le Conseil est en mesure de s'acquitter des quelques responsabilités qui lui restent dans cette atmosphère encourageante. Depuis le débat que nous avons tenu en novembre sur le dernier rapport (S/2008/688) du Secrétaire général, l'Iraq a franchi deux jalons importants : le premier, le 31 décembre

2008 à minuit, lorsque le Gouvernement irakien a assumé la responsabilité du maintien de la sécurité sur tout le territoire national. Cela atteste les progrès réalisés tant par le Gouvernement que par les forces de sécurité irakiennes ces six dernières années. La violence ayant atteint son niveau le plus bas depuis 2003, la situation sécuritaire de l'Iraq continue de s'améliorer.

Le deuxième jalon a été les élections provinciales sur lesquelles M. De Mistura a fait un rapport détaillé. Comme l'a dit le Secrétaire général, ce sont les premières à être entièrement organisées par et pour les Irakiens. La législation électorale était irakienne. La Haute Commission électorale indépendante d'Iraq, œuvrant de concert avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), a mis en place les processus et les mécanismes permettant de garantir un scrutin libre et équitable, tandis que les forces de sécurité irakiennes ont assuré une sécurité globale et veillé à ce qu'il n'y ait pas d'incidents importants en matière de sécurité le jour des élections. Fait révélateur, les élections ont été à la fois disputées et ouvertes à tous. Le scrutin s'est déroulé dans une atmosphère détendue et la liberté d'expression a été largement respectée. La représentation diverse dans les nouveaux conseils provinciaux montre que la démocratie prend racine en Iraq.

Comme le Secrétaire général le reconnaît dans son rapport, il est désormais important que les dirigeants politiques irakiens privilégient la réconciliation et le dialogue nationaux, en trouvant un terrain d'entente sur des questions telles que la loi sur les hydrocarbures et l'examen de la Constitution. Le Royaume-Uni appuie vigoureusement les efforts de la MANUI dans ce processus, notamment son travail portant sur les frontières internes faisant l'objet d'un litige et le statut de Kirkouk, dont a parlé le Représentant spécial. Nous attendons avec intérêt le rapport du Conseil des représentants de la commission parlementaire mise en place en application de l'article 23 sur Kirkouk, qui doit être publié à la fin du mois prochain.

Nous nous félicitons également de la création de la Haute Commission des droits de l'homme indépendante. Nous l'encourageons à collaborer avec le Ministère des droits de l'homme pour contribuer à veiller au respect des droits de tous les Irakiens.

L'ONU réalise un travail vital dans tous les domaines d'action en Iraq, de l'appui aux élections,

l'élaboration de la constitution et la formation politique, la primauté du droit, l'assistance humanitaire jusqu'au développement économique. Nous sommes encouragés de voir que le Secrétaire général a l'intention de continuer à accroître l'engagement et la présence de l'ONU en Iraq. Nous attendons également avec intérêt son rapport, conformément à la résolution 1859 (2008), sur les résolutions datant de l'ère Saddam. Nous devons examiner attentivement toutes les obligations supplémentaires imposées à l'Iraq pendant l'ère Saddam avec l'intention de les éliminer, afin que l'Iraq puisse retrouver la stature internationale dont il jouissait avant l'adoption de la résolution 661 (1990) du Conseil.

Je voudrais terminer en évoquant la manière dont les liens étroits qui unissent le Royaume-Uni à l'Iraq vont évoluer. Le Premier Ministre britannique a annoncé le 18 décembre 2008 que les soldats britanniques allaient se retirer de Bassora ces prochains mois. Nos tâches militaires actuelles devraient être achevées d'ici au 31 mai, ce qui permettra à la majorité de nos forces de se retirer d'Iraq d'ici à la fin de juillet. Notre retrait militaire reflète les améliorations de la situation sécuritaire en Iraq. Il traduit un changement dans la nature de notre engagement en Iraq à mesure que l'Iraq devient autonome. La relation à venir du Royaume-Uni avec l'Iraq se caractérisera par un partenariat et une amitié à tous les niveaux, allant de la coopération économique, commerciale, culturelle et éducative à l'assistance en matière de sécurité et de défense.

Le Royaume-Uni est intimement convaincu qu'un Iraq fort et stable, en paix avec ses voisins et occupant la place qui lui revient au sein de la communauté internationale, apportera une contribution cruciale à la stabilité stratégique et la paix dans tout le Moyen-Orient.

**M. Ripert (France) :** Je souhaite moi aussi, en premier lieu, remercier le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, notre ami Staffan De Mistura, pour son exposé devant le Conseil. Je voudrais aussi saluer l'action courageuse, déterminée et efficace de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) dans la mise en œuvre du mandat qui lui a été confié par le Conseil de sécurité. Je voudrais aussi remercier notre collègue, le Représentant permanent de l'Iraq, pour sa présentation détaillée de l'évolution de la situation.

Comme il l'a souligné lui-même, ces derniers mois ont été marqués en Iraq par des progrès importants vers l'établissement d'un pays sûr, stable, démocratique, unifié et prospère où les droits de l'homme sont respectés. La France félicite le Gouvernement iraquien pour ses efforts dans ce sens et souligne sa disposition à poursuivre et à renforcer sa contribution à la stabilité et la prospérité de l'Iraq.

La tenue des élections provinciales le 31 janvier dernier a constitué une étape importante sur la voie de la consolidation de la démocratie et de la réconciliation. Il était important, comme ce fut le cas, que ces élections soient bien organisées et qu'elles se déroulent dans des conditions de pluralisme et, de manière générale, dans le calme. Le Conseil de sécurité, le Secrétaire général de l'ONU et les Ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont salué en février dernier la tenue de ces élections.

Celles-ci constituent, en premier lieu, une victoire pour le peuple iraquien qui a montré qu'il s'était pleinement approprié ce processus démocratique. La France ne peut que se réjouir du fait que les Iraquiens reprennent en main progressivement la totalité des affaires de leur pays. Le Gouvernement iraquien doit également être félicité pour avoir su assumer l'organisation de ce scrutin. Enfin nous saluons le rôle essentiel joué par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) en appui à la Haute Commission électorale indépendante pour la préparation de ces élections.

Comme l'ont indiqué les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne le 23 février dernier, il importe désormais de mettre à profit le résultat de ce scrutin pour réaliser de nouveaux progrès concernant l'amélioration des conditions de vie du peuple iraquien ainsi que le processus de réconciliation nationale. Cela passe par la poursuite de l'engagement positif du Gouvernement iraquien, de toute la communauté internationale et des États voisins.

Je voudrais relever quatre domaines importants à cet égard. Tout d'abord, la question des limites intérieures disputées, en particulier s'agissant de Kirkouk, sur laquelle l'attention va désormais se tourner, comme le souligne le Secrétaire général dans son dernier rapport. La MANUI doit continuer à apporter son expertise au Gouvernement iraquien pour avancer sur cette question, comme sur celle du processus de révision constitutionnelle. Le succès de

l'entreprise difficile qu'elle représente dépendra en grande partie – et permettra de mesurer – de la disposition de tous les acteurs concernés à travailler en vue d'un compromis.

Deuxièmement, la reconstruction et la croissance économique seront un des grands défis de l'année qui s'ouvre. La population iraquienne attend des résultats concrets. La France, qui a procédé à l'annulation de la dette iraquienne à hauteur de 4 milliards d'euros, soit 5 milliards de dollars, est prête à apporter sa contribution dans tous les domaines souhaités par les autorités irakiennes.

Troisièmement, la MANUI devra également continuer à appuyer les efforts du processus des pays voisins pour parvenir à des avancées concrètes sur l'énergie, la sécurité, les frontières, les réfugiés et les personnes déplacées. Son assistance nous semble également utile pour soutenir le dialogue régional qui doit se poursuivre, s'agissant notamment de la question des disparus et des biens saisis lors de la guerre du Golfe. Les États voisins ont, bien entendu, un rôle majeur à jouer à cet égard, et nous avons apprécié la référence à ces relations faite par le Représentant permanent de l'Iraq.

Enfin, les efforts doivent également se poursuivre s'agissant de la question du respect des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la situation des prisonniers. Comme le relève le Secrétaire général, la création d'une haute commission des droits de l'homme indépendante est un premier pas positif.

La visite du Président de la République française en Iraq, le 10 février dernier, est venue marquer solennellement le soutien résolu de la France à l'ancrage démocratique, à la restauration de la souveraineté et aux efforts de reconstruction de l'Iraq. Cette visite faisait suite à deux déplacements du Ministre français des affaires étrangères, M. Bernard Kouchner, en août 2007 et juin 2008, qui avaient été l'occasion de démontrer concrètement la solidarité de la France, en même temps que nous annulions la dette iraquienne et que nous participions activement au programme européen EUJUST LEX – Mission intégrée « état de droit » de l'Union européenne pour l'Iraq – pour la formation des fonctionnaires irakiens. En fonction des souhaits des autorités irakiennes, notre action pourra se déployer dans tous les secteurs institutionnels et économiques.

De manière plus générale, il importe que le cycle positif actuel permette à l'Iraq de recouvrer sa pleine

souveraineté. À ce titre, nous rappelons la demande formulée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1859 (2008) que le Secrétaire général prépare un rapport, après avoir consulté l'Iraq, sur les actions nécessaires pour lui permettre de retrouver un statut international égal à celui dont il disposait avant la résolution 661 (1990) d'août 1990. Comme l'a indiqué le Président de la République française à Bagdad, le 10 février dernier, « l'Iraq peut compter sur l'amitié de la France pour travailler avec lui à sa complète réinsertion dans la communauté des nations ».

**M. Rugunda** (Ouganda) (*parle en anglais*) :

L'Ouganda se félicite de la tenue du présent débat public sur la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) et de l'exposé de M. Staffan De Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la MANUI. Nous nous félicitons également de l'exposé du Représentant permanent de l'Iraq.

Il est clair, sur la base de ces exposés, que des progrès importants ont été accomplis. Nous nous félicitons du succès des élections provinciales du 31 janvier dernier. Nous notons avec satisfaction que ces élections ont été plus représentatives et inclusives des divers groupes politiques de la société iraquienne. Nous encourageons le peuple iraquien à mettre à profit ces réalisations, qui permettront de construire un Iraq plus stable et plus pacifique dans lequel l'ensemble du peuple iraquien pourra vivre en paix.

À cet égard, l'Ouganda salue le rôle de premier plan joué par la MANUI dans l'assistance et l'appui de la Haute Commission électorale indépendante iraquienne ainsi que du Gouvernement intérimaire iraquien antérieur et de l'Assemblée nationale de transition iraquienne.

Nous relevons dans le rapport qu'un certain nombre de responsables politiques irakiens ont exprimé leur volonté de jouer un rôle constructif dans le cadre d'un dialogue national et de la réconciliation nationale de manière à permettre une paix durable. Malgré les progrès accomplis, des difficultés majeures restent à relever, et je voudrais en mentionner quelques-unes.

Une première difficulté consiste à mettre en place un secteur de la sécurité efficace, ainsi que des services administratifs et sociaux. Une seconde difficulté est la livraison de l'aide à la reconstruction et au développement et de l'aide humanitaire. Une troisième difficulté est constituée par la protection des droits de

l'homme et la réconciliation nationale ainsi que la réforme judiciaire et juridique en vue de renforcer l'état de droit en Iraq. Une quatrième difficulté est l'éradication des actes de terrorisme et de violence. Enfin, le retour des réfugiés et des personnes déplacées doit être facilité. Sur ce dernier point, nous sommes heureux de noter le nombre croissant d'Iraqiens qui rentrent dans leur pays.

En dépit de ces nombreuses difficultés socioéconomiques, nous notons que le Gouvernement iraquien poursuit ses louables efforts pour atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement. À cet égard, nous nous félicitons de l'annulation de la dette iraquienne par le Club de Paris, aussi bien que de la création du Forum des partenaires de l'Iraq. Il ne fait aucun doute que ceci fera beaucoup pour aider l'Iraq à réaliser les objectifs prévus au Pacte international pour l'Iraq.

L'Ouganda se félicite des engagements pris au regard du Mécanisme des fonds internationaux pour la reconstruction de l'Iraq du Groupe des Nations Unies qui s'élevaient, en décembre 2008, à 1 milliard 36 millions de dollars. Nous appelons le Gouvernement iraquien et les partenaires internationaux à veiller à ce que les projets et les programmes qui ont été approuvés soient mis en œuvre dans les meilleurs délais tout en s'assurant qu'ils ont un véritable impact sur la reconstruction de l'Iraq et améliorent le niveau de vie du peuple iraquien.

Enfin, malgré les difficultés économiques, il est nécessaire de veiller à ce que les fonds publics alloués pour la reconstruction et le développement ne soient pas réduits de manière excessive, car ceci affecterait le processus de relèvement.

**M. İlkin** (Turquie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, pour commencer, je souhaite remercier le Représentant spécial Staffan De Mistura et le Représentant permanent de l'Iraq, l'Ambassadeur Al Bayati, pour leurs exposés très complets.

Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer notre profonde reconnaissance à l'égard de l'excellent travail accompli par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Le dévouement et l'attachement de ses membres à aider l'Iraq à atteindre ses objectifs sont en effet des plus louables.

En tant que voisin de l'Iraq, la Turquie s'intéresse tout particulièrement à la promotion de la stabilité et à l'accroissement de la sécurité en Iraq. Nous entretenons de bonnes relations avec l'ensemble des membres de la population iraquienne, qu'ils soient arabes, kurdes ou turcomans. Notre unique message est un message de bonne volonté et de coopération.

C'est la raison pour laquelle nous sommes heureux de constater que, après de nombreuses années de guerre, de différends internes et de destruction, l'Iraq s'emploie enfin à créer un climat plus viable de sécurité et de stabilité. Le peuple iraquien mérite bien de connaître la paix et la prospérité.

C'est dans ce contexte que nous avons suivi de près les élections provinciales tenues fin janvier, en envoyant notamment des observateurs de Turquie. D'une manière générale, en dépit de certains problèmes, les élections ont assez bien fait ce qu'elles devaient faire. Elles ont aidé à combler un fossé important qui existait au niveau de la représentation politique en Iraq et ont également renforcé le processus démocratique dans le pays.

Bref, l'Iraq a pris un bon départ en 2009, une année qui, à notre avis, sera cruciale dans la détermination de son avenir. En effet, les élections provinciales, toutes importantes qu'elles puissent être, ne sont que le premier pas vers la consolidation de la démocratie et de la démocratisation en Iraq. Il existe encore des problèmes à régler, comme par exemple la révision de la Constitution dans l'optique d'unifier tous les Iraqiens; le règlement des questions relatives aux différends frontaliers administratifs internes et, en particulier, le statut de Kirkouk, de façon à préserver l'unité et l'intégrité territoriale de l'Iraq; le transfert pacifique des responsabilités en matière de sécurité aux Forces de sécurité irakiennes de façon à ne pas créer un vide du pouvoir dans le pays après le retrait de la force multinationale; l'adoption d'une loi sur les hydrocarbures, qui n'a que trop tardé, en vue de créer un climat propice aux investissements et d'aider tous les Iraqiens à profiter pleinement des ressources énergétiques stratégiques de leur pays; et la conclusion d'un accord sur des arrangements relatifs au partage des revenus en vue de renforcer le sentiment que l'Iraq est une nation unie. Ces questions sont toutes prioritaires.

Les élections parlementaires prévues pour la fin de l'année marqueront une autre étape importante de l'évolution démocratique de l'Iraq. Nous espérons que

d'ici là, ces questions prioritaires auront été réglées de manière constructive et dans un esprit de consensus, de façon que ces réalisations puissent déboucher sur des élections libres et régulières.

Je sais que la vaste gamme de questions que je viens d'évoquer nous place devant une tâche redoutable. Mais nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer. À cet égard, nous croyons qu'un processus en trois volets est le mieux à même de nous donner les moyens d'atteindre nos objectifs communs en Iraq.

Le premier aspect de cette entreprise conjointe a trait à la responsabilité des Iraquiens eux-mêmes. Je veux dire par là l'obligation de tous les partis politiques en Iraq de coopérer de bonne foi en vue de faire en sorte que les solutions à nombre des problèmes existants soient le résultat de compromis plutôt que d'affrontements. Nous espérons que les représentants politiques du peuple iraquien seront à la hauteur de la situation et aplaniront leurs divergences. Le peuple iraquien a déjà récompensé ceux qui ont fait les bonnes promesses; le moment est venu que ces promesses soient tenues.

Le deuxième ensemble de responsabilités dans ce processus incombe aux pays de la région. En effet, ces pays, qui partagent la même zone géographique, ont tout intérêt à ce que l'Iraq relèvent ces défis, dont beaucoup ont des conséquences directes sur l'ensemble de la région et au-delà. Nous devons tous faire tout ce qui est en notre pouvoir pour appuyer le développement et la reconstruction de l'Iraq. Nous sommes déterminés à poursuivre la coopération régionale à laquelle nous avons apporté notre contribution, notamment en lançant le forum des voisins de l'Iraq il y a sept ans de cela. Le forum opère aujourd'hui dans un format élargi.

Depuis longtemps effectivement, la Turquie constitue un lien vital pour l'acheminement vers l'Iraq de l'aide humanitaire et de l'assistance à la reconstruction. Aujourd'hui, le volume des échanges bilatéraux connaît une croissance rapide, de même que tous les autres aspects de notre coopération économique. Aider l'Iraq à exploiter ses vastes ressources énergétiques et à les exporter vers les marchés mondiaux par le biais de réseaux de distribution fiables, comme la Turquie par exemple, continue notamment d'être une priorité pour mon pays.

Parallèlement, notre coopération politique a atteint un niveau exemplaire. Dans ce contexte, les visites réciproques effectuées par les deux Premiers

Ministres ont donné une forte impulsion en renforçant encore nos relations bilatérales, comme l'a montré la création du conseil stratégique de coopération de haut niveau. Notre Président se rendra bientôt en Iraq pour rendre la pareille au Président Talabani, qui a effectué une visite officielle dans notre pays, ce qui devrait imprimer un nouvel élan à nos relations. Saisissant la présente occasion, j'ai le plaisir d'annoncer que, outre celui que nous avons à Mossoul, notre nouveau consulat général à Bassorah est récemment devenu opérationnel.

Nous attachons également une grande importance à la coopération avec l'Iraq dans la lutte contre le terrorisme. Comme on s'en souviendra, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation terroriste, se sert depuis longtemps du nord de l'Iraq comme base pour ses attaques terroristes transfrontalières contre des cibles en Turquie. La présence du PKK dans le nord de l'Iraq pose également de graves problèmes et une menace au peuple iraquien. Dans un premier temps, nous avions des divergences d'opinions quant à la meilleure façon de régler ce problème. Mais aujourd'hui, nous constatons avec plaisir que les autorités iraqiennes centrales et locales coopèrent davantage pour lutter contre ce fléau. En effet, le mécanisme trilatéral récemment mis en place par la Turquie, l'Iraq et les États-Unis pour coordonner une réponse commune face à cette organisation terroriste violente a pris un départ encourageant, et nous espérons qu'il produira désormais des résultats plus efficaces et plus concrets pour empêcher que le territoire iraquien ne serve à ce type d'activités terroristes transfrontalières.

Le troisième et dernier ensemble de responsabilités pour aider l'Iraq à atteindre ses objectifs incombe à la communauté internationale. En effet, l'Iraq ne peut pas être considéré simplement comme une question régionale, car la suite des événements que connaîtra ce pays aura des répercussions dont les effets se feront ressentir bien au-delà de la région.

À cet égard, l'ONU doit continuer à jouer son rôle important de coordination et d'assistance au cours de la prochaine période, qui sera critique. En plus de l'aide humanitaire essentielle et de l'assistance cruciale à la reconstruction que fournissent les organismes des Nations Unies, l'appui de la MANUI au processus de révision constitutionnelle – ainsi qu'aux travaux actuellement en cours concernant les différends

frontaliers administratifs internes – est d'une grande importance.

Pour ce qui est de Kirkouk en particulier, la Turquie est très favorable au rôle neutre et impartial que joue la MANUI pour promouvoir un dialogue entre les parties concernées et pour aider à forger un consensus sur cette question délicate. Kirkouk, qui est un microcosme de la grande diversité ethnique de l'Iraq, ne doit pas déclencher de nouveaux litiges et de nouveaux conflits en Iraq.

Pour terminer, je voudrais réitérer encore une fois notre ferme appui à la transformation démocratique actuellement en cours en Iraq. Nous ne sommes évidemment qu'au début de ce long voyage, dont le rythme et la destination finale seront déterminés d'abord et avant tout par les Iraquiens eux-mêmes. Toutefois, compte tenu de l'importance stratégique de toute cette entreprise, nous devons tous accorder un appui et une assistance généreux. La Turquie est plus que prête et disposée à assumer sa part de responsabilités.

**M. Jurica** (Croatie) (*parle en anglais*) : Je voudrais encore une fois remercier M. Staffan De Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, de son exposé instructif et complet et lui exprimer notre reconnaissance pour les efforts déterminés que lui-même et son équipe continuent de déployer pour s'acquitter du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Je tiens également à remercier l'Ambassadeur Hamid Al Bayati pour sa déclaration.

L'Iraq est en passe de devenir un pays libre et pleinement démocratique. La Croatie félicite le Gouvernement et le peuple iraquiens de la bonne tenue des élections provinciales, premier processus électoral dirigé et contrôlé par les Iraquiens avec la participation des citoyens de toutes les communautés. Je voudrais également rendre hommage à la MANUI et à sa contribution aux préparatifs et à l'organisation des élections, y compris pour ce qui est de la question importante de la représentation des minorités. Nous saluons également le travail considérable et essentiel accompli par la Haute Commission électorale indépendante de l'Iraq.

Le déroulement pacifique des élections provinciales a été un moment crucial dans la consolidation de la démocratie iraquienne. Nous espérons que ces élections permettront de créer une nouvelle dynamique politique, qui devrait être orientée

vers le processus de réconciliation nationale et le développement économique. De concert avec les principaux acquis réalisés l'année dernière par l'Iraq dans le domaine de la sécurité, ces résultats devraient aboutir collectivement à une stabilité durable et à des améliorations concrètes dont les Iraquiens feront l'expérience dans leur vie quotidienne et qui répondront aux attentes et à la confiance exprimées par le peuple iraquien lors du scrutin. L'absence générale de violence qui a prévalu pendant la période électorale peut être considérée comme la meilleure preuve des améliorations considérables réalisées dans le domaine de la sécurité au cours de l'année écoulée. Le Gouvernement iraquien et les Forces de sécurité iraquiennes ont fait la preuve de leurs capacités croissantes et de leur aptitude à relever les défis existants en matière de sécurité.

La conclusion de l'accord bilatéral de sécurité qui a mis fin au mandat des forces multinationales a été une autre réalisation historique. Nous comprenons que les mois à venir vont être éprouvants et difficiles pour les forces iraquiennes. Il est impératif de ne pas laisser les extrémistes continuer à commettre des actes de violence sporadiques et aveugles et ainsi ruiner les acquis ni la confiance du public obtenus jusque-là.

Dans le cadre des opérations de la MANUI, il est important de veiller à ce que le transfert de responsabilités n'entraîne pas un vide sécuritaire pour ses installations et son personnel. Comme la récente visite du Secrétaire général l'a incontestablement démontré, l'Iraq peut compter sur l'appui continu de l'ONU et de la communauté internationale dans cette prochaine étape cruciale qui consistera à définitivement ancrer les progrès démocratiques, sécuritaires et économiques enregistrés jusqu'à présent. Nous nous félicitons de constater que l'Iraq demeure l'une des principales priorités de l'ONU.

La Croatie partage la conviction que l'expansion et l'accroissement des activités de la MANUI ont été pleinement justifiés à la lumière des avancées politiques et sécuritaires enregistrées par rapport à l'année précédente. La MANUI s'est avérée une force positive s'agissant d'encourager la réconciliation nationale, faciliter le consensus politique, aborder les questions relatives à la représentation des minorités et aux différends frontaliers internes, promouvoir le dialogue régional, fournir une importante assistance électorale, promouvoir les droits de l'homme et appuyer la reconstruction et le développement. La récente création de la Haute Commission des droits de

l'homme indépendante, pour ne citer qu'un exemple, est une manifestation tangible des avancées qu'elle a permises.

Alors que l'Iraq se concentre sur la progression du processus politique et le relèvement socioéconomique, la MANUI a, à juste titre, fait du fédéralisme et de la réglementation relative aux hydrocarbures les questions prioritaires à traiter dans le cadre du processus d'examen constitutionnel pour assurer la stabilité à long terme du pays. Un autre défi prioritaire sera la question des différends frontaliers internes et du statut de Kirkouk.

En matière de redressement et de développement, le Pacte international pour l'Iraq reste le modèle à suivre pour assurer la cohérence de l'engagement international. Nous nous félicitons de constater que l'ONU est de plus en plus active dans les domaines humanitaire et du développement. La Croatie reste persuadée que le dialogue et la participation constructive avec les voisins de l'Iraq demeure un élément déterminant pour la stabilisation à long terme de l'Iraq. Nous sommes encouragés de voir que plusieurs pays de la région ont rouvert leur ambassade à Bagdad et nous saluons l'appui constant de la MANUI au dialogue régional.

En conclusion, au moment où les activités de l'ONU s'étendent et se consolident, je voudrais à nouveau exprimer l'appui total et continu de la Croatie aux efforts que déploient avec professionnalisme et détermination le Représentant spécial De Mistura et son équipe pour mener à bien le mandat de la MANUI.

**M. Liu Zhenmin** (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise tient à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le présent débat. Nous souhaitons également remercier de son exposé le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, M. Staffan De Mistura. Nous nous félicitons aussi de la déclaration faite par le Représentant permanent de l'Iraq.

Les élections provinciales irakiennes se sont déroulées avec succès à la fin du mois dernier. Il s'agit d'une étape majeure dans le processus de paix et de reconstruction irakien, et ces élections vont contribuer à accroître la représentativité et l'ouverture du processus politique irakien. Elles représentent une nouvelle avancée significative vers la prise en main du Gouvernement de l'Iraq par les Irakiens.

La Chine tient à féliciter le peuple et le Gouvernement irakiens et nous apprécions l'aide que la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) a fournie pour préparer ces élections. Nous espérons que les dirigeants des différents partis irakiens vont saisir cet élan positif pour placer les intérêts nationaux au-dessus de tous les autres et continuer à promouvoir un dialogue impartial, ouvert et sans exclusive afin que le processus de réconciliation nationale continue de progresser vers la paix.

L'amélioration de la situation sécuritaire en Iraq est encourageante. Toutefois, pour parler objectivement, la situation générale en Iraq continue de présenter de multiples difficultés qui nous empêchent d'être tout à fait optimistes. Nous nous félicitons du renforcement des capacités des forces de sécurité irakiennes et nous espérons que les efforts dans ce domaine vont s'accélérer, de manière que ces forces puissent pleinement assumer la responsabilité de la sécurité de leur pays.

Pour asseoir les progrès enregistrés en Iraq dans les domaines politique et sécuritaire, il est nécessaire d'accélérer le processus de reconstruction et de redressement économique. Nous appelons la communauté internationale à continuer d'aider l'Iraq dans ses efforts de reconstruction et de développement, à honorer les engagements qu'elle a pris en matière d'aide, et à encourager le partenariat avec l'Iraq dans le cadre du Pacte international pour l'Iraq. Nous encourageons l'Iraq à étendre sa coopération avec les pays voisins et à donner un plus grand rôle à des mécanismes tels que les réunions des ministres des affaires étrangères des pays voisins.

Sous la direction de M. De Mistura, et conformément aux mandats du Conseil de sécurité, la MANUI a fait des progrès importants en matière de promotion du dialogue et de la réconciliation nationale, d'assistance électorale, de coopération régionale, d'aide humanitaire, et de développement et de reconstruction. La Chine apprécie vivement les efforts qu'elle a déployés à cet égard.

Nous sommes favorables à ce que l'ONU continue de jouer un rôle majeur dans le processus politique et de reconstruction irakien, pour lequel la communauté internationale devrait s'efforcer de créer un environnement propice. Nous sommes convaincus que le Gouvernement irakien et toutes les autres parties concernées honoreront leurs engagements en

toute bonne foi et garantiront effectivement la sûreté et la sécurité du personnel de la MANUI.

**M. Le Luong Minh** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation vietnamienne, je voudrais remercier le chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), M. Staffan De Mistura, d'avoir présenté le rapport du Secrétaire général sur la situation en Iraq et sur les activités menées par l'ONU dans ce pays (S/2009/102). Je me félicite de la participation de l'Ambassadeur Al Bayati de l'Iraq et le remercie de sa déclaration.

Au cours de la période considérée, il y a eu de nombreuses évolutions positives importantes dans les domaines politique, sécuritaire et de la reconstruction en Iraq, notamment le niveau globalement faible de la violence et de la criminalité, le renforcement de la capacité des forces irakiennes, et la poursuite du retour des personnes déplacées et des réfugiés. Nous sommes particulièrement encouragés par le bon déroulement des élections provinciales du 31 janvier 2009, qui ont eu lieu dans 14 des 18 gouvernorats irakiens. Nous partageons l'espoir que les dirigeants irakiens vont saisir cette occasion pour consolider l'élan en faveur du dialogue et de la réconciliation nationale.

Nous sommes également encouragés par la présence diplomatique internationale de plus en plus forte en Iraq, en particulier celle des pays de la région, et par la décision du Conseil des ministres irakien d'allouer 25 millions de dollars à la construction du quartier général intégré de la MANUI à Bagdad, ce qui nous semble être un signe supplémentaire que le pays a de plus en plus confiance en lui-même et jouit d'un statut international de plus en plus affirmé.

Toutefois nous restons préoccupés par les graves difficultés auxquelles l'Iraq continue d'être confronté. L'attaque à la roquette perpétrée contre les installations de l'ONU dans la Zone internationale en novembre 2008, les actes de violence troublants au cours des semaines qui ont précédé les élections provinciales et les attentats sanglants commis contre des pèlerins chiites au début du mois de janvier et à la mi-février 2009 indiquent que la situation reste fragile. Dans le même temps, la montée du taux de chômage, les déséquilibres croissants qui caractérisent la prestation des services sociaux et la détérioration des conditions de vie pour les groupes les plus vulnérables, constitués en grande majorité de femmes, d'enfants, de réfugiés et de personnes déplacées, sont autant de sujets de

préoccupation. Cette situation risque de s'aggraver encore dans le contexte de la crise financière internationale et des fluctuations des prix du pétrole.

Maintenant que les élections aux conseils des gouvernorats ont été organisées avec succès, les prochains mois vont s'avérer cruciaux pour consolider les progrès accomplis et poser les fondements solides d'avancées à long terme en Iraq. À cette fin, la quête d'une paix et d'une sécurité durables en Iraq devrait être un processus dirigé au niveau national, qui va exiger la combinaison harmonieuse de divers paramètres ainsi que la conjugaison de tous les efforts. Tout au long de ce processus, la promotion du dialogue et de la réconciliation nationale entre tous les partis, toutes les ethnies et toutes les confessions va continuer de jouer un rôle déterminant. Pour que les progrès dans les domaines économique et politique s'enracinent, il faut que la reconstruction économique et sociale aille de l'avant. Nous appelons toutes les parties en Iraq à mettre de côté leurs intérêts partisans et à soutenir collectivement un programme national en faveur de l'unité, du développement et de la prospérité du pays.

Nous saluons les efforts entrepris par le personnel des Nations Unies qui a aidé le Gouvernement irakien à renforcer les institutions des gouvernorats, à favoriser le dialogue politique et renforcer la confiance, à régler la question du statut de Kirkouk et d'autres différends concernant les frontières intérieures, à fournir une assistance en matière électorale, à appuyer le processus de révision constitutionnelle et à faciliter le dialogue régional conformément aux résolutions 1770 (2007) et 1830 (2008) adoptées par le Conseil de sécurité. Associés à l'intensification des contacts de la MANUI dans les provinces et à la présence permanente d'autres organismes des Nations Unies en Iraq, ces efforts contribueront au renforcement du rôle des Nations Unies dans le développement d'un Iraq stable, sûr et prospère, comme le veut la Stratégie d'aide des Nations Unies à l'Iraq 2008-2010.

En même temps, les liens constructifs noués par l'Iraq avec les pays de la région et la communauté internationale constituent un aspect essentiel de la stabilisation et de la reconstruction du pays à long terme. Nous nous félicitons de ce que l'Iraq participe à de larges cadres, tels que le Pacte international pour l'Iraq, le Mécanisme des fonds internationaux pour la reconstruction de l'Iraq du Groupe des Nations Unies pour le développement, les principes de la Déclaration de Paris, les réunions ministérielles élargies, ainsi que

les groupes de travail régionaux dans le domaine de l'énergie, des réfugiés et de la sécurité. Nous appuyons les efforts collectifs destinés à aider l'Iraq dans chacune de ses phases de développement et nous espérons contribuer à leur promotion.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Permettez-moi pour commencer de remercier le Secrétaire général pour son rapport portant sur les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), et de remercier le Représentant spécial De Mistura d'avoir présenté le rapport (S/2009/102). Nous tenons également à remercier tout le personnel de la MANUI qui s'acquitte de ses fonctions avec succès dans des conditions qui sont extrêmement difficiles en Iraq à l'heure actuelle.

Nous remercions le Représentant permanent de l'Iraq, M. Al Bayati, pour son compte rendu détaillé des succès du Gouvernement et du peuple irakiens, et des problèmes difficiles qu'ils s'efforcent actuellement de résoudre.

C'est de toute évidence la preuve que des progrès sont accomplis en Iraq, mais l'euphorie serait prématurée. Nous considérons, comme il est indiqué dans le rapport, que la situation en Iraq a évolué ces derniers temps dans une direction positive. La situation s'est améliorée sur le plan de la sécurité. Les Forces de sécurité irakiennes se sont renforcées. Le Gouvernement Al-Maliki a consolidé sa présence dans les provinces.

Nous nous réjouissons du fait que, selon l'évaluation de la MANUI, les élections aux conseils provinciaux, tenues le 31 janvier, se soient déroulées sans incidents majeurs. Nous considérons que le fait même que ces élections ouvertes aient pu avoir lieu constitue un événement positif. Il est important qu'un nombre croissant de représentants des différents groupes politiques, ethniques et religieux de l'Iraq ait pu participer aux élections. Ce scrutin à l'échelon des gouvernorats constitue un jalon important des progrès réalisés par l'Iraq, notamment en ce qui concerne le processus politique global et la réalisation d'un accord national, que la Russie a toujours défendu en tant que moyen de parvenir à un règlement politique solide et qui s'inscrive dans la durée en Iraq. Cependant, certains problèmes ont été observés, tels que le faible taux de participation, qui, à Bagdad, a atteint à peine 40 %. Cela prouve que pratiquement la moitié de la population n'a pas encore fait entendre sa voix sur des questions clefs concernant la vie du pays et les

perspectives de développement de l'Iraq. En outre, des secteurs importants de la population iraquienne, comme les réfugiés et les personnes déplacées, n'ont pas été en mesure de participer à ces élections et sont restées en marge de la campagne électorale.

Le rapport note que les mouvements terroristes continuent de subsister en Iraq. Une partie importante de la société iraquienne rejette la présence de forces étrangères dans le pays, en dépit du fait que cette présence est régie par des règles spécifiques et qu'elle est limitée dans le temps par l'accord sur le statut des forces. À cet égard, nous attendons avec intérêt la tenue, le 31 juillet 2009, du référendum qui portera sur l'accord de sécurité, lequel devrait officialiser une fois pour toutes l'attitude des Irakiens à l'égard de ces accords.

Il existe d'autres problèmes majeurs, porteurs d'une nuisance potentielle avérée, qui ont été décrits de manière détaillée dans le rapport : il s'agit des violations des droits de l'homme, de la violence qui est perpétrée par les autorités nationales chargées de faire respecter la loi, et de la situation dans les prisons et les centres de détention. Si ces problèmes ne sont pas réglés, ils créeront un terreau fertile à partir duquel de nouvelles tensions pourront se faire jour entre les différents groupes, et favoriseront les activités de groupes terroristes. Nous considérons que le Gouvernement iraquien sera capable de surmonter les difficultés existantes en travaillant en étroite coopération avec la MANUI. La création de la Haute Commission indépendante des droits de l'homme a été une étape importante à cet égard.

Plusieurs autres questions doivent également être réglées, parmi lesquelles la répartition des compétences entre le centre fédéral et les régions; la création de régions autonomes, au sujet desquelles des discussions animées sont toujours en cours dans la société iraquienne; la délimitation des frontières administratives, y compris celles de Kirkouk; et l'intégration, dans la Constitution, des amendements qui ont été convenus au préalable, lesquels prévoient la possibilité, pour toutes les communautés présentes dans le pays, de participer à la gestion du pays. La réalisation de ces objectifs complexes, qui détermineront l'avenir de l'Iraq, exige des compromis et, plus important encore, un véritable dialogue pouvant déboucher sur des solutions appropriées afin de parvenir à l'harmonie nationale et au maintien de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Iraq. Nous

souhaitons au Gouvernement et au peuple irakiens tout le succès possible à cet égard.

**M. Urbina** (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Ma délégation tient à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. De Mistura, ainsi que le Représentant permanent de l'Iraq, l'Ambassadeur Al Bayati, pour leurs interventions.

Comme d'autres orateurs qui m'ont précédé, nous sommes heureux de constater que l'environnement en matière de sécurité a rendu possible la tenue d'élections marquées par une participation encourageante d'électeurs et également par l'absence d'incidents, ou pour le moins par un nombre limité d'incidents. À cet égard, ma délégation salue le travail accompli par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), particulièrement avec la Commission électorale indépendante, en vue d'assurer la participation des citoyens irakiens. Il s'agit sans aucun doute de l'une de ses meilleures réalisations au cours des derniers temps. Ma délégation a confiance dans le succès des processus qui vont suivre afin de renforcer la légitimité du Gouvernement, de promouvoir davantage la réconciliation et de renforcer la légitimité des institutions.

Ma délégation se félicite de l'amélioration de la situation économique. À cet égard, nous pensons que l'appui financier que reçoit l'Iraq doit être fourni dans un cadre qui permette le contrôle des investissements internes et stimule l'initiative privée au niveau local. Nous considérons à cet égard que la mise en œuvre du programme de développement du secteur privé, dans le cadre de la Stratégie d'aide des Nations Unies à l'Iraq récemment signée, constitue une évolution positive.

Bien évidemment, nous appuyons les propositions contenues dans le rapport du Secrétaire général (S/2009/102), à savoir que l'appui de la communauté internationale doit se concentrer systématiquement dans les secteurs où les rapports sur les indicateurs humanitaires et de développement font état de résultats insatisfaisants. Nous sommes d'avis que la lutte contre l'insécurité alimentaire dans le sud du pays doit être un domaine prioritaire.

Tous les efforts de réconciliation doivent être accompagnés d'efforts visant à renforcer les institutions démocratiques, le système d'administration de la justice constituant, sans aucun doute, une composante d'importance fondamentale. Le renforcement des capacités dans le système judiciaire est un domaine prioritaire qui exige l'appui d'un cadre

institutionnel de coopération avec d'autres institutions compétentes dans ce domaine.

Ma délégation est préoccupée par la persistance des violations des droits de l'homme. Indépendamment de leur importance statistique, il convient de prendre les mesures nécessaires afin de réduire le nombre des « crimes d'honneur ». Nous reconnaissons les évolutions positives dans le domaine des droits de l'homme, en particulier la création de la Commission indépendante. Nous espérons que cette commission servira à protéger et à promouvoir ces droits.

Pour terminer, je tiens à féliciter le Gouvernement irakien non seulement pour les avancées dans le domaine de la consolidation des institutions et de la réconciliation, mais aussi pour ce qui est de la normalisation de ses relations avec les pays voisins et de la reconnaissance internationale, qui va croissant, des efforts qu'il déploie pour normaliser sa situation nationale et de ses efforts pour améliorer le bien-être du peuple irakien.

**M<sup>me</sup> Rice** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général de son rapport (S/2009/102) et le Représentant spécial Staffan De Mistura et son équipe pour leur service exceptionnel et leurs accomplissements tous les jours en Iraq.

Je tiens également à remercier l'Ambassadeur Al Bayati d'Iraq pour ses importantes remarques et à féliciter son gouvernement et le peuple irakien des avancées importantes et positives qu'ils ont réalisées dernièrement.

Nos intérêts stratégiques communs étant en jeu, la vie de milliers de braves Américains étant en péril et l'avenir de millions d'Iraquiens se jouant, l'Iraq reste une question de grande importance pour les États-Unis, mais une question sur laquelle le nouveau Gouvernement va prendre une nouvelle direction. Les troupes américaines et les forces de la coalition, le corps diplomatique international, les travailleurs humanitaires et le personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq (MANUI), qui tous concentrent leurs efforts sur la construction d'un avenir fait de paix, de sécurité et de stabilité en Iraq, se sont magnifiquement comportés et nous saluons les résultats qu'ils ont obtenus et leurs sacrifices.

Les intérêts de l'Iraq, tout comme les intérêts des États-Unis, seront mieux servis par le redéploiement responsable et dans des conditions de sécurité des

forces américaines en dehors de l'Iraq, par un appui pour les Iraquiens alors qu'ils deviennent pleinement responsables de leur nation souveraine, et en encourageant d'autres nations à se joindre à l'effort visant à stabiliser la région et à déployer un éventail plus large d'outils pour éliminer la menace que le terrorisme affilié à Al-Qaida continue de présenter.

Avec la fin du mandat de la coalition, le 31 décembre, nous marquons un nouveau départ avec l'Iraq en tant qu'ami et partenaire travaillant à mettre en place un régime démocratique et ouvert et à faire progresser la paix et la coopération avec ses voisins et le reste du monde. Un Iraq souverain continue néanmoins de se tourner vers la communauté internationale pour recevoir un appui dans certains domaines, et nous encourageons les États Membres à aider l'Iraq à renforcer ses institutions démocratiques, à assurer le retour de ses citoyens déplacés dans leurs foyers, à renforcer sa démocratie et le respect de l'état de droit, et à approfondir ses relations productives avec tous ses voisins alors qu'il continue à renforcer et à construire son économie.

Les États-Unis n'oublieront jamais le prix énorme que cette institution a payé en Iraq. Nous rendrons toujours hommage au sacrifice suprême fait par Sergio Vieira de Mello et ses collègues, qui ont payé de leur vie la tentative de construire un nouvel Iraq et qui se sont dévoués tout au long de leur carrière à la lutte pour un monde plus pacifique, plus légitime et plus décent.

Nous saluons le rôle essentiel que l'ONU continue de jouer en Iraq. Sous la direction du Représentant spécial De Mistura et sur l'invitation du Gouvernement iraquien, la MANUI a étendu et renforcé sa présence en Iraq. Son activité couvre de nombreux domaines et il est aussi très important, faisant progresser la réconciliation nationale, aidant à résoudre les différends concernant les frontières intérieures, s'assurant que les élections irakiennes sont libres et justes, et aidant ceux, notamment les réfugiés et les personnes déplacées, dont la vie a été bouleversée par le chaos de la guerre. Au nom des États-Unis, je suis fier d'offrir notre plein appui au travail de la MANUI. Les États-Unis sont reconnaissants au Représentant spécial De Mistura et à son équipe de leurs accomplissements et de leur détermination.

Permettez-moi de m'attarder quelques instants sur un fait nouveau pour lequel les efforts de la

MANUI ont été particulièrement utiles. L'Iraq, comme nous venons de le dire, a récemment tenu des élections provinciales au cours desquelles les électeurs du pays ont choisi de nouveaux conseils dans 14 des 18 provinces irakiennes. Ce vote libre et pacifique, qui jouit d'une grande légitimité, a été un moment encourageant dans l'évolution de la démocratie irakienne. La participation était élevée, des candidats de tous les principaux partis irakiens et de toutes les communautés ont fait vigoureusement campagne et les élections se sont déroulées sans boycottage, acte de violence majeur, ni graves perturbations. La Haute Commission électorale indépendante était à la hauteur du défi et la MANUI a joué un rôle important d'appui en fournissant une assistance technique et des conseils procédant de la longue expérience de l'ONU.

Nous félicitons avant tout le Gouvernement et le peuple irakiens auxquels il convient de rendre hommage, car ils nous ont prouvé avec éclat qu'ils étaient capables d'effectuer un changement politique pacifique. J'ai été personnellement touchée lorsque j'ai vu les officiers de police irakiens aider à sécuriser les bureaux de vote et à protéger les électeurs décidés à voter. Nous espérons qu'avec l'aide de la MANUI et de la communauté internationale, les Iraquiens trouveront également encourageantes les élections nationales qui doivent avoir lieu d'ici la fin de l'année.

Je tiens à appeler tout particulièrement l'attention sur un domaine sur lequel il faudrait travailler davantage et au sujet duquel nous devrions tous être animés d'un plus fort sentiment d'urgence : la situation désespérée de millions de personnes déplacées et de réfugiés irakiens, qui constituent l'une des populations de réfugiés les plus nombreuses dans le monde aujourd'hui. Les réfugiés irakiens doivent faire face à une situation de plus en plus difficile dans leurs pays hôtes : hausse des prix des denrées alimentaires, loyers qu'ils ne peuvent plus payer et ressources personnelles en voie d'épuisement. Toutes ces conditions n'ont fait qu'allonger le spectre de la pauvreté et du désespoir.

Ainsi, alors même que nous saluons les pays hôtes pour leur générosité, nous exhortons la communauté internationale à intensifier ses efforts pour accueillir les plus désespérés et les plus vulnérables; pour s'assurer que les organisations non gouvernementales, les pays hôtes et d'autres offrent la possibilité de vivre dans la dignité et de véritables abris à ceux dont ils s'occupent déjà; pour aider le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés,

l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial à fournir davantage d'assistance à ceux qui sont dans le besoin; et pour aider le Gouvernement iraquien à développer ses capacités et à mettre en place les conditions qui permettraient à ceux qui ont été déplacés par la guerre de retourner chez eux en paix.

Les États-Unis appuieront l'évolution continue de l'Iraq en tant que pays démocratique, où toutes les communautés peuvent participer à la vie politique, sociale et économique d'une nation qui protège les droits de l'homme et les droits civils de tous ses citoyens – une nation qui vit en paix avec ses voisins et la communauté internationale. Les États-Unis agiront d'une manière responsable et sûre pour réduire leur présence militaire en Iraq. Notre accord de sécurité bilatéral avec l'Iraq servira à baliser le chemin à prendre, et le processus de redéploiement de nos troupes combattantes sera effectué en consultation avec le Gouvernement iraquien et avec son appui.

Cet engagement, que nous gérons avec soin, à mettre fin à la guerre ne diminue en aucune manière l'appui des États-Unis sur le long terme à un Iraq souverain, stable, démocratique et prospère, qui sera un facteur de paix dans une région turbulente. En fait, nous avons déjà signé un accord général avec l'Iraq qui présente un programme de coopération à long terme dans des domaines allant de l'éducation au commerce, à la technologie et à des efforts communs pour relever les défis énergétiques dans ce nouveau siècle. Les États-Unis et le Gouvernement iraquien travaillent déjà à établir une base solide pour leur coopération future et pour un partenariat permanent, qui sera utile à nos deux peuples libres et souverains et à la région.

Notre approche de la question iraquienne doit en effet être entendue dans un contexte régional plus large. Le dégagement progressif responsable des forces américaines d'Iraq nous permettra d'être plus souples en Afghanistan. En même temps, les États-Unis vont vigoureusement mener une stratégie globale au Moyen-Orient. Cette stratégie répondra aux besoins en matière de sécurité d'Israël et aux légitimes aspirations politiques et économiques du peuple palestinien. Elle cherchera à mettre un terme à l'ambition iranienne d'acquérir une capacité nucléaire illégale et à son appui au terrorisme. Elle cherchera à encourager aussi bien l'Iran que la Syrie à devenir des acteurs régionaux constructifs et elle renforcera nos liens avec nos partenaires dans la région afin de nous employer ensemble à garantir une paix large et durable.

Il s'agit d'une voie nouvelle, mais c'est la voie juste pour l'avenir de l'Iraq, pour la stabilité de la région et, en fin de compte, pour notre sécurité et notre bien-être communs.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vais maintenant faire une déclaration à titre national, en ma qualité de représentant du Japon.

Je voudrais remercier M. Staffan De Mistura pour son rapport très utile. Le Japon appuie sans réserve le travail de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). J'exprime ma profonde gratitude à tous les membres du personnel de la MANUI, qui travaillent dans des conditions difficiles. Nous exprimons nos sincères condoléances aux familles des membres du personnel qui ont perdu leurs vies dans une noble mission.

Je voudrais également féliciter l'Ambassadeur Al Bayati pour sa déclaration très importante et pour les progrès que le Gouvernement et le peuple irakiens réalisent.

Le Japon se réjouit des faits nouveaux encourageants survenus pendant la période considérée, en particulier les élections couronnées de succès tenues en janvier dans les gouvernorats. Nos observateurs électoraux qui ont participé au processus ont fait état de la haute estime qu'ils ont à l'égard du travail professionnel réalisé par la Haute Commission électorale indépendante et du bon déroulement général du scrutin. Je suis reconnaissant pour les paroles aimables qui ont été prononcées concernant la contribution japonaise.

Seul un processus électoral représentatif et inclusif peut bénéficier de la légitimité nécessaire pour obtenir l'appui de toute la population. Les résultats des élections exigeront que les partis politiques travaillent ensemble pour choisir leurs responsables. Le Japon espère que le succès des élections tenues dans les gouvernorats est de bon augure pour le futur processus démocratique. Nous espérons voir un taux de participation plus élevé dans les prochaines phases – l'élection nationale et les élections dans le reste des gouvernorats – avec la collaboration de la Haute Commission électorale indépendante et de la MANUI.

L'amélioration de la sécurité est vitale pour le développement du pays. Les progrès enregistrés en matière de sécurité au dernier trimestre sont encourageants. Nous nous félicitons du rôle croissant des Forces de sécurité irakiennes. Je saisis cette

occasion pour remercier les États-Unis, le Royaume-Uni et les autres pays de la coalition qui apportent un appui en matière de sécurité. Il y a toutefois toujours des incidents déplorables, et nous condamnons tous les actes de violence.

Outre la sécurité, nous devons nous concentrer sur le relèvement, la reconstruction et le développement pour améliorer le niveau de vie de tous les Iraquiens. Le Japon a versé 1,6 milliard de dollars de subventions pour les besoins immédiats dans des domaines tels que l'approvisionnement en électricité et les services médicaux. Outre les 6 milliards de dollars d'allègement de la dette, le Japon a annoncé un appui supplémentaire de 3,5 milliards de dollars pour la remise en état de grandes infrastructures. Douze projets stratégiquement importants, à hauteur de 2,5 milliards de dollars au total, ont déjà été acceptés. Le milliard restant mettra davantage l'accent sur le développement dans les régions centrale et occidentale.

Toutefois, il subsiste des défis importants qui doivent être relevés par le peuple iraquien. L'Iraq doit, tout d'abord, réaliser la croissance économique et améliorer les services sociaux essentiels, qui doivent être mis à la disposition de toute la population iraquienne, y compris les personnes déplacées. C'est devenu un véritable défi avec la forte chute du cours du pétrole. Alors que la communauté internationale, y compris le Japon, est disposée à appuyer l'Iraq, il appartient au Gouvernement iraquien de s'acquitter des engagements auxquels il a souscrit dans le Pacte international pour l'Iraq. Nous sommes convaincus que, avec l'appui technique approprié, l'Iraq deviendra bientôt une économie prospère à même de récolter les dividendes de la paix.

Les autres défis à relever comprennent les différends concernant les frontières intérieures, la révision constitutionnelle et les élections nationales. La question du statut de Kirkouk figurera bientôt au premier plan des préoccupations. J'espère que les Iraquiens seront en mesure de trouver une solution équitable à cette question avec l'assistance de la MANUI. Les questions politiques ne peuvent être réglées que grâce au processus politique. Avoir recours à la violence pour obtenir des gains politiques est totalement inacceptable.

Une autre question importante est comment normaliser la relation de l'Iraq avec le reste de la communauté internationale et retrouver la stature internationale qui était la sienne avant l'adoption de la

résolution 661 (1990). Nous attendons avec impatience le rapport du Secrétaire général en réponse à la résolution 1859 (2008).

Nous nous félicitons de l'interaction positive entre le Gouvernement iraquien et ses voisins. Nous exhortons le Gouvernement, en tant que partenaire responsable, à travailler constructivement avec les pays voisins et la communauté internationale pour trouver des solutions à toutes les questions non réglées.

Alors que nous reconnaissons les progrès réalisés jusqu'à présent, nous savons que 2009 sera une année importante pour l'avenir de l'Iraq. Je voudrais terminer en réitérant l'appui vigoureux du Japon au Gouvernement et au peuple irakiens.

Je reprends maintenant mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne la parole à M. De Mistura pour qu'il réponde aux questions et aux observations formulées par les membres du Conseil.

**M. De Mistura** (*parle en anglais*) : Je vais dire quelques mots seulement, uniquement pour me féliciter des nombreuses observations positives et constructives faites par tous les membres du Conseil de sécurité et des conseils judicieux qu'ils ont donnés. Nous espérons pouvoir continuer à faire état de progrès. Il y aura des hauts et des bas, comme nous le savons. Mais ce que nous avons entendu aujourd'hui m'encouragera, de même que l'Ambassadeur Al Bayati, à poursuivre sur cette voie.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. De Mistura pour ses observations. Je ne doute pas que, de concert avec son personnel, il continuera de faire un travail remarquable.

Il n'y a pas d'autres orateurs inscrits sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

*La séance est levée à 12 h 35.*